N°69/Décembre 2019

PEAAD BULLETIN

Association des Anciens Députés au Parlement Européen www.formermembers.eu

FOCUS

Urbanisation et zones rurales

Page 13

Activités de l'AAD

Visite sous la présidence de l'UE - Finlande

Page 32

DANS CE NUMERO

03 Mot du Président

04 PE au travail

CURRENT AFFAIRS

06 Un bazar appelé Brexit (*Roy Perry*)

06 Nous avons besoin d'une solution (*Jean-Paul Denanot*)

07 La lutte européenne contre la désinformation (*Beatriz Becerra Basterrechea*)

08 #journalistsforfuture! (*Karin Junker*)

09 Ambassadeurs de la diversité européenne (*Olga Sehnalova*)

10 Une image vaut mieux qu'un long discours (*Brigitte Langenhagen)*

11 L'avenir de la Grèce (*Manolis Mavrommatis*)

FOCUS

13 Smart Cities (*Bartomeu Alorda Ladaria*)

15 Emploi des jeunes dans les zones rurales (*Zoltán Balogh*)

17 Le rôle des petites et moyennes agglomérations (*Manuel Porto*)

FMA ACTIVITIES

19 Soutien à la democratie

20 Visite d'étude en Georgie

32 Visite sous la Présidence UE

34 Coopération avec l'IUE

35 Programme PE au Campus

LATEST NEWS

36 Nouveaux membres

37 Dépêches

37 Nouvelle Publication

38 In memoriam

2019 marque le 60e anniversaire de la Déclaration des droits de l'enfant de l'Assemblée générale des Nations Unies et le 30e anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE). En tant que traité international relatif aux droits de l'homme le plus largement ratifié de l'histoire, la CDE a contribué à assurer une meilleure protection des droits des enfants dans le monde entier.

Couverture : Une Délégation de l'AAD s'est rendue en Géorgie du 29 septembre au 4 octobre 2019. ©Stutterstock

APPEL À CONTRIBUTION:

Le comité de rédaction tient à remercier tous les membres qui ont pris le temps de contribuer à ce numéro du Bulletin de l'AAD. Nous voudrions attirer votre attention sur le fait que la décision d'inclure un article incombe au comité de Rédaction du Bulletin de l'AAD et, qu'en principe, les contributions soumises par des membres qui ne sont pas à jour de paiement ne sont pas retenues. En raison de long décalage entre l'appel à contribution et la publication, certains articles peuvent être dépassés.
Le Bulletin de l'AAD est publié par l'Association des anciens députés du Parlement européen avec l'assistance du Parlement. Toutefois, les opinions exprimées dans ses articles sont celles des membres contributeurs de l'AAD et d'écrivains invités, et ne représentent pas nécessairement les positions du Parlement, ni celles de l'AAD. De même, l'inclusion des communications publicitaires n'implique pas nécessairement une recommandation de l'AAD ou du Parlement.

COMITÉ DE REDACTION

Jean-Pierre AUDY
Brigitte LANGENHAGEN
Edward McMILLAN-SCOTT
Manuel PORTO
Teresa RIERA MADURELL

PRÉPARÉ PAR

Elisabetta FONCK
Lisseth BRAVO
Valeh NASIRI
Finn STALLBAUM

CONTACTS

formermembers@europarl.europa.eu
Tél.+ 32(0)2 284 07 03
Fax.+32(0)2 284 09 89

Mot du PRÉSIDENT

Chers membres,

Alors que l'année 2019 s'achève, il est temps d'analyser les événements récents et d'anticiper l'année à venir. Le 9 novembre, nous avons commémoré le 30e anniversaire de la chute du mur de Berlin. J'ai participé, à Berlin et à Bruxelles, aux célébrations de ce moment historique, symbole de l'unification entre l'Ouest et l'Est de l'Europe.
La réunification qui a permis les retrouvailles de familles et d'amis n'a pas changé un pays seulement, mais tout un continent. Les citoyens d'Europe centrale et orientale ont bénéficié d'un nouveau degré de liberté, notamment individuelle, après des années de répression communiste. Les Européens ont réussi, dans tous les pays, à surmonter leurs différences et à bâtir entre l'Est et l'Ouest les ponts dont ils rêvaient depuis longtemps. Si l'élargissement de l'UE à l'Est a pu se faire grâce à la chute du mur de Berlin, la réunification de l'Allemagne n'aurait pas été possible sans l'Europe dans son ensemble. L'esprit d'unité et de cohésion est donc indispensable à nos intérêts communs en matière sociale, économique et politique, en Europe et au-delà.
Les États membres partagent une histoire commune écrite au cours de la plus longue période de paix que l'Europe n'ait jamais connue. L'UE continuera de défendre et de rechercher des solutions diplomatiques et pacifiques.
C'est dans ce contexte que ce numéro du Bulletin aborde la question de l'urbanisation et des zones rurales. L'urbanisation est un phénomène majeur de ces dernières décennies; ce Bulletin souligne les défis qu'elle pose et les possibilités qu'elle offre. Plus de la moitié de la population mondiale vit dans des villes ou des zones périurbaines. Le déplacement vers les villes de populations en quête de travail fait augmenter le nombre d'habitants dans les zones urbaines, ce qui pose des enjeux économiques, écologiques, sociaux et sanitaires spécifiques. Jusqu'à la moitié des années 2000, les zones rurales comptaient plus d'habitants que les zones urbaines. Cependant, l'émergence prévue de plus de vingt nouvelles mégapoles au cours des prochaines décennies exigera des réponses urgentes, auxquelles l'UE devra prendre part.
Ce numéro couvre également en détail la fructueuse visite d'étude de l'Association des anciens députés au Parlement européen (AAD) en Géorgie, du 29 septembre au 4 octobre, sous la conduite de Jan-Willem Bertens, vice-président de l'AAD. Cette dernière, en collaboration avec le Parlement géorgien, avait concocté un programme particulièrement intéressant. 18 anciens députés européens ont participé à des réunions de haut niveau avec des représentants du gouvernement, des partis au pouvoir et de l'opposition siégeant au parlement, et de la société civile. Les anciens députés européens ont recueilli des informations précieuses sur le développement économique, l'entrée en vigueur de la nouvelle constitution et ses conséquences sur le paysage politique, l'indépendance de la justice, les territoires occupés, la condition des travailleurs et la liberté des médias.
Du 3 au 5 novembre, une délégation de 23 anciens députés européens s'est rendue en Finlande, dans le cadre d'une remarquable visite menée par Lord Richard Balfe et ponctuée de débats d'orientation passionnants sur les questions européennes d'actualité, inspirés par la présidence finlandaise du Conseil de l'UE.
L'AAD a conclu l'année par l'organisation de ses manifestations annuelles. Elles ont eu lieu au PE et, pour la première fois, à la Maison de l'histoire européenne, dont le but est d'inciter les citoyens à réfléchir sur l'histoire de l'Europe et de l'intégration européenne, et à en discuter. C'est un moment qui m'a particulièrement touché, en tant que fondateur de cette Maison de l'histoire européenne.
Je remercie les nombreux intervenants de renom et invités prestigieux qui nous ont fait l'honneur d'être présents. Nous avons eu d'intéressants débats sur le rôle joué par le PE au sein de l'Union et à l'échelle mondiale en matière de démocratie et de sécurité.
Pour terminer, je remercie toutes les personnes qui ont contribué à notre fascinant programme «PE au campus». Les universités, nos membres et les étudiants ont gardé une très bonne impression des manifestations organisées et nous nous félicitons que notre association continue à promouvoir les valeurs européennes telles que le respect de la dignité humaine, les droits de l'homme, la liberté, la paix, la démocratie et l'état de droit.
Plusieurs experts et anciens députés au PE ont contribué au numéro de ce mois-ci: nous les remercions tous!
Je vous souhaite, à vous et à votre famille, un joyeux Noël et une bonne année 2020.

Hans-Gert PÖTTERING
Président de l'AAD

PE AU TRAVAIL

DOSSIERS CLÉS

Soutien aux travailleurs perdant leur emploi en cas de Brexit sans accord (Session d'octobre - P9_TA-PROV(2019)0036).
Les députés ont adopté des modifications apportées au Fonds européen d'ajustement à la mondialisation pour soutenir les travailleurs qui seraient touchés par un Brexit sans accord.

Les députés ont adopté une résolution pour faire les multinationaux découvrir où ils paient les taxes. (Session d'octobre - P9_TA-PROV(2019)0048).
Les députés ont adopté une résolution invitant les États membres à travailler sur des règles obligeant les multinationales à divulguer les impôts qu'elles paient dans chaque pays.

Faillite de Thomas Cook: l'UE devrait aider les licenciés et les entreprises (Session d'octobre - P8_TA-PROV(2018)0379.)
Les députés ont appelé les pays de l'UE à utiliser pleinement les instruments existants pour atténuer les conséquences négatives de la faillite de Thomas Cook.

Opération militaire en Syrie: les députés appellent à des sanctions contre la Turquie. (Session d'octobre - P8_TA-PROV(2018)0411).
Les députés ont fermement condamné l'intervention militaire turque dans le nord-est de la Syrie et ont exhorté la Turquie à retirer l'ensemble de ses forces armées du territoire syrien.

Budget d'investissement de l'UE pour 2020: plus de fonds pour le climat (Session d'octobre- P8_TA-PROV(2018)0413).
Le PE a adopté sa position sur le budget 2020 de l'UE, affirmant qu'il doit constituer une base solide pour le déploiement de la nouvelle génération de programmes européens.

Les députés appellent à des actions concrètes pour lutter contre les inégalités dans l'UE (session d'octobre - P9_TA-PROV(2019)0033)
La Commission et les États membres doivent renforcer les droits sociaux en mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux, via des propositions législatives et un financement adéquat.

Les autres principaux dossiers abordés dans les séances plénières étaient:

Septembre 2019

• **Brexit**: Le nouveau Parlement européen réaffirme son soutien sans réserve à la position de l'UE, affirmant que l'accord de retrait est juste, équilibré et offre une sécurité juridique. (18.09.19)

• Les fruits, légumes et animaux issus de **procédés de sélection traditionnels,** tels que les croisements, ne doivent pas être brevetables, affirme une résolution non législative. (18.09.19)

Octobre 2019

• Les députés ont mis en garde que l'**ingérence électorale étrangère** menace les sociétés démocratiques européennes au profit de forces anti-européennes, d'extrême droite et populistes. (10.10.19)

• Les députés mettent en garde contre un "risque manifeste" que le **plan d'investissement 2021-2027** ne fasse pas l'objet d'un accord à temps. Il nuirait aux citoyens et aux entreprises (10.10.19)

• Le Parlement a adopté une mesure visant à garantir que les financements de l'UE pour 2020 seront pleinement disponibles si le Royaume-Uni quitte l'Union européenne sans accord.(22.10.2019)

• Les députés ont approuvé un financement supplémentaire de 100 millions d'euros pour les **programmes européens de recherche et de mobilité des jeunes**.(22.10.2019)

• Les députés bloquent une décision affaiblissant la **protection des abeilles** contre les pesticides (23.10.19)

• Le Parlement européen souligne que **Albanie** et **Macédoine du Nord** remplissaient les critères pour que les négociations puissent être lancées. (24.10.19)

• Le Parlement européen décerne le **Prix Sakharov 2019** pour la liberté de l'esprit à l'économiste et militant des droits de l'homme "ouïghour" **Ilham Tohti**. (24.10.19)

Pour plus d'informations : http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/plenary

ACTUALITÉ

UN BAZAR APPELÉ BREXIT

J'ai écrit ces lignes, en fin septembre, le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne, prévu pour la fin du mois d'octobre, était toujours incertain. Je crains que lorsque vous lirez cet article nous ne saurons toujours pas si nous partirons à la fin du mois de janvier 2020.

Je ne peux que reconnaître la grande confusion qui caractérise le Brexit depuis ses débuts, principalement du fait des Britanniques. Il serait trop douloureux d'établir la liste de toutes nos défaillances.

J'étais étudiant à l'université lorsque Harold Macmillan, premier ministre britannique, a présenté la première candidature du pays à l'adhésion. Comme pour beaucoup de mes compatriotes de la génération d'après-guerre, cette décision de joindre la CEE m'a paru comme une évidence dans un Royaume-Uni qui avait perdu son empire et peinait à trouver sa place.

Nous n'avons malheureusement jamais tiré pleinement parti de notre adhésion à l'Union. Toutefois, est-il juste d'affirmer que nous n'avons rien accompli. Je pense que nous avons accompli beaucoup de choses et je suis désolé que nous soyons destinés à partir.

Nous avons certes laissé des possibilités nous échapper, mais est-il des réalisations dont nous pouvons nous enorgueillir pour l'Europe et le Royaume-Uni à partir de l'adhésion britannique.

©Parlement européen 2019

La première réside dans le marché unique. Basil de Ferranti, mon prédécesseur au poste de député européen pour le Hampshire, était un membre fondateur du Groupe Kangourou, dont l'objectif était de supprimer les obstacles non tarifaires afin de mettre en place un véritable marché unique, et pas seulement une zone de libre-échange. La Grande-Bretagne et les conservateurs britanniques, en particulier, ont joué un rôle important à cet égard.

Quand j'ai rejoint le Parlement européen en 1994, on m'a dit que la langue des couloirs était le français. Par chance, ma femme enseignait cette langue, c'est comme ça que j'ai pu m'en sortir. Lorsque j'ai quitté mes fonctions en 2004, l'anglais était devenue la langue majoritaire et je pense qu'elle le restera.

Pour les députés et les fonctionnaires, communiquer librement est une réussite. Un Parlement a besoin de députés qui peuvent facilement communiquer entre eux à l'extérieur de la Chambre. Nous vous laissons la langue de Shakespeare.

Certains me contrediront, mais je suis d'avis qu'en se maintenant en dehors de l'espace Schengen et de la zone euro, le Royaume-Uni a permis à l'Europe d'adopter une perspective plus pragmatique et plus souple, qui a facilité l'adhésion des pays d'Europe de l'Est après 2004.

La liste est encore longue, mais regardons plutôt vers l'avenir. Il importe avant tout que les nobles idéaux des pères fondateurs soient préservés. Nous voulons tous, il me semble, un continent en paix et prospère. Je n'ai aucun doute que le Royaume-Uni saura se comporter en voisin de l'UE, bienveillant et j'espère qu'il sera perçu comme tel.

Comme de trop nombreuses personnes de ma génération, j'ai observé dans ma famille les effets des deux guerres mondiales. La première a emporté mes deux grands-pères et la deuxième mon beau-père. Lorsque j'aperçois la stèle placée devant la cathédrale de Reims, qui marque l'endroit où le général de Gaulle et le chancelier Adenauer se sont serré la main au nom de la paix et de l'amitié, je sais que je partage avec mes amis français et allemands un sentiment d'admiration pour ces grands hommes et que l'Europe après 1950 est un bien meilleur endroit que les 100 années précédentes.

J'ai éprouvé de la honte et de l'embarras face au comportement irrespectueux des députés du Brexit lors de la séance d'ouverture du Parlement européen en juillet, lorsqu'a retenti l'Ode à la joie. Jamais l'idée ne m'a effleuré de ne pas me lever en signe de respect. Ce morceau a toujours éveillé en moi un sentiment de fierté et de joie pour tous les efforts consentis par notre génération en faveur de la paix sur le continent.

Je vous assure que de très nombreux Britanniques continuent à souhaiter le meilleur pour l'Europe, dans l'espoir qu'un jour, peut-être, elle nous accepte à nouveau.

Roy Perry
PPE-DE, Royaume-Uni (1999-2004)
roy.perry123@btinternet.com

NOUS AVONS BESOIN D'UNE SOLUTION

Une nouvelle crise pétrolière inquiète le monde après l'attentat en Arabie Saoudite. Ce n'est pas la première et probablement pas la dernière, et la question de la soumission au pétrole de nos sociétés se pose avec de plus en plus d'acuité. Combien de temps encore faudra-t-il pour s'affranchir de cette source d'énergie qui pollue et va inexorablement vers son extinction, combien de milliards de tonnes de gaz à effet de serre faudra-t-il supporter et combien de degrés nous faudra-t-il endurer?
Le développement de l'humanité, le progrès et le bien-être de chacun passe pourtant par une énergie abondante et non polluante.
Quelles sont les solutions à notre disposition ?
Certes il y l'hydraulique, l'éolien, le solaire qui n'émettent pas de gaz à effet de serre mais qui sont dans l'incapacité de répondre à nos besoins, même avec de très lourds investissements. De plus, pour l'éolien et le solaire la production est intermittente !
Pour ma part je ne vois qu'une source abondante et non polluante: l'hydrogène.
Deux possibilités nous sont offertes par cet élément dont l'abondance sur terre n'est plus à démontrer: l'hydrogène moléculaire ou atomique.

"Combien de milliards de tonnes de gaz à effet de serre faudra-t-il supporter et combien de degrés nous faudra-t-il endurer?"

La combustion exothermique de l'hydrogène moléculaire ne dégage que de l'eau et pourrait apparaître comme la source miracle de l'énergie future, mais cette molécule est emprisonnée dans l'eau et pour l'extraire il faut beaucoup d'énergie. Cette énergie pourrait être fournie par les énergies intermittentes déjà évoquées et il ne faut pas se priver d'accentuer la recherche à ce sujet mais la source inépuisable que le monde souhaite réside dans l'énergie de fusion à partir de la fabuleuse découverte d'Einstein qui démontra la relation entre la perte de masse et la production d'énergie suivant sa fameuse formule: E = mc2.
Contrairement à l'énergie de fission, la fusion ne génère que très peu de déchets radioactifs. De nombreux pays du monde ont fait ce pari en créant ITER et l'Europe dans son ensemble est partenaire et financeur de ce projet.Il me paraît aujourd'hui inconcevable que les moyens de recherche scientifique nécessaires ne soient pas au rendez vous et j'en appelle aux nouveaux députés Européens de défendre la ressource budgétaire nécessaire à l'avancement de ce projet qui sera capable de reprendre à l'ensemble de nos attentes énergétiques, même si il faudra encore du temps.
Notre devoir est de travailler pour les générations futures en leurs laissant une planète vivable et offrant la ressource énergétique nécessaire à leurs confort et à de nouveaux progrès. Pour cela il nous faut encourager la recherche.

Jean-Paul Denanot
S&D, France (2014-2018)
chdenanot@wanadoo.fr

Project ITER

ITER ("Chemin" en latin) est l'un des projets énergétiques les plus ambitieux au monde aujourd'hui.
35 nations collaborent à la construction du plus grand tokamak du monde, un dispositif de fusion magnétique qui a été conçu pour prouver la faisabilité de la fusion en tant que source d'énergie à grande échelle et sans carbone basée sur le même principe qui alimente notre Soleil et nos étoiles.
La campagne expérimentale qui sera menée à ITER est cruciale pour faire progresser la science de la fusion et préparer le terrain pour les centrales à fusion de demain.

Pour plus d'informations : *https://www.iter.org/*

LA LUTTE EUROPÉENNE CONTRE LA DÉSINFORMATION

La désinformation est avant tout une attaque frontale et organisée contre les fondements de la démocratie libérale, qui repose sur la diffusion délibérée de fausses informations. Elle ne vise pas exactement à tromper, mais plutôt à faire en sorte que les citoyens renoncent à la possibilité de connaître la vérité. Autrement dit, à faire en sorte que nous abandonnions tout désir de comprendre les faits et que chacun d'entre nous se raccroche à ses propres préjugés et à ses idées reçues. Si nous ne partageons plus la certitude qu'il est possible de nous appuyer sur un socle de faits communs, nous n'aurons plus aucune chance d'atteindre les consensus minimaux qui sont nécessaires à la cohabitation démocratique.
De multiples acteurs contribuent directement à cet état de fait, avec des motivations diverses et sans être toujours entièrement conscients du rôle qu'ils jouent. Il s'agit d'une nouvelle forme de guerre hybride qui vise à tirer parti des forces des démocraties libérales, comme si celles-ci étaient en réalité des faiblesses. La liberté d'expression permet ainsi de répandre facilement des rumeurs qui divisent la société et sapent la confiance dans les institutions. Ces mensonges peuvent notamment mettre à mal les accomplissements qui ont nécessité des siècles de recherche scientifique, tels que la capacité à prévenir les maladies mortelles grâce aux vaccins. Ce qui est en jeu, ce n'est rien moins que notre santé, nos certitudes, notre modèle de cohabitation démocratique. Et nous savons que l'ignorance et les mauvaises

Fiche d'information : Plan d'action contre la désinformation ©Action extérieure de l'UE

intentions sont les meilleures alliées de la désinformation.
La désinformation a joué un rôle essentiel dans tous les événements qui ont secoué le monde ces dernières années. Il est inutile de rappeler que le Brexit et la victoire de Trump auraient été impossibles sans son action néfaste et que le national-populisme européen, du nord au sud et d'est en ouest, s'en nourrit également. En ce qui nous concerne, la crise en Catalogne nous a tant ébranlés que nous n'avons pas besoin d'explications supplémentaires.
Après bien des hésitations et avec un certain retard, l'Union européenne s'est enfin décidée à réagir. En décembre 2018, elle a lancé le plan d'action de l'UE contre la désinformation, qui vise quatre grands objectifs: fournir des ressources au Service européen pour l'action extérieure afin d'améliorer la détection de la désinformation, mettre sur pied un système d'alerte rapide qui oblige les gouvernements nationaux à signaler les éventuelles attaques qu'ils détectent, collaborer avec les plateformes numériques, notamment au moyen de la signature d'un code de bonnes pratiques, et améliorer les compétences des citoyens afin de leur permettre d'évoluer en toute sécurité et avec discernement dans un environnement numérique.
Ce plan visait à contrer la menace la plus concrète: les élections européennes du 26 mai. Et bien que des techniques de désinformation aient été employées, principalement par la Russie, pour influencer les résultats et la participation aux élections, nous disposions déjà des ressources et des outils nécessaires pour y faire face, ainsi que du soutien des gouvernements nationaux. Nous avons passé l'épreuve du feu: la déstabilisation de la démocratie européenne. Mais nous ne pouvons en aucun cas considérer qu'il s'agit d'une victoire définitive: la coordination et l'implication des acteurs institutionnels, du monde de l'entreprise et des médias dans le plan d'action de l'UE ne sont pas encore suffisamment efficaces ni fiables, et l'évolution du phénomène (nouvelles formes, nouveaux acteurs, nouveaux médias) met notre capacité de réaction à rude épreuve.
Pour combattre la désinformation, nous devons partir du principe qu'il faudra procéder par essais et erreurs. De manière organisée, avec les armes et la détermination qui conviennent à une bataille du XXIe siècle. Sans complaisance ni fatalisme.

Beatriz Becerra Basterrechea
ADLE, Espagne (2014-2019)
@beatrizbecerrab
beatrizbecerra66@gmail.com

#JOURNALISTSFORFUTURE!

Pour qui suit l'actualité diffusée par les médias, que ce soit dans la presse papier ou en ligne, à la télévision ou à la radio, le monde comme il va et l'avenir qu'il nous réserve a de quoi inquiéter. Il n'est pas rare que les reportages sur les crises en tout genre, des attentats aux catastrophes naturelles, en passant par les désastres financiers, les drames économiques et autres infortunes, prennent des dimensions apocalyptiques, même dans la presse de référence. Est-il utile de créer des contre-mouvements pour remédier à la situation? À vrai dire, pas vraiment, car ceux-ci attisent la peur, encore exacerbée par les réseaux sociaux. Pourquoi, alors, la question est-elle d'actualité? Les forces politiques d'extrême-droite au Parlement européen sont, heureusement, loin d'être majoritaires, mais elles comptent dans leurs rangs suffisamment d'éléments irresponsables qui s'emploient avec ardeur à susciter la peur afin d'attirer l'attention, de faire la une et d'élargir leur auditoire.
C'est pourquoi il est temps que les journalistes se mobilisent derrière le hashtag #journalistsforfuture, à l'instar des mouvements #parentsforfuture, #scientistsforfuture ou #entrepreneursforfuture, et qu'ils assument, par un journalisme critique et constructif, une responsabilité sociale en renonçant à se focaliser sur la violence et le scandale. Le journalisme de qualité peut et doit lui aussi traiter des mauvaises nouvelles, mais il ne doit pas se contenter de répandre la terreur et taire les solutions envisageables. Les journalistes doivent également être conscients que les nouvelles alarmantes ne font qu'accroître les risques d'émulation. C'est pourquoi les médias allemands n'évoquent généralement pas les suicides. Chaque mort ne mérite pas de faire la une! De même qu'il est inutile de préciser systématiquement l'origine étrangère d'un criminel, et moins encore son nom, en particulier lorsqu'il s'agit de l'auteur d'un attentat ou d'une tuerie dont l'unique ambition est d'inonder les médias. C'était aussi l'effet recherché par le terroriste d'extrême-droite de Christchurch, mais la Première ministre néo-zélandaise, Jacinda Ardern, qui ne l'entendait pas de cette oreille, a juré de ne jamais prononcer son nom.

Conférence de presse - Vendredis pour l'avenir et le mouvement européen de grève des étudiants pour le climat ©Parlement européen 2019

Renoncer à nommer les auteurs de violences priverait le terrorisme et l'extrémisme politique d'une bonne partie de leur retentissement. Il en va de même, d'ailleurs, pour la provocation politique.

"Le journalisme de qualité peut et doit lui aussi traiter des mauvaises nouvelles, mais il ne doit pas se contenter de répandre la terreur et taire les solutions envisageables."

J'attends du nouveau Parlement européen qu'il fasse preuve d'une grande sensibilité à ce sujet et apporte un large soutien aux professionnels des médias, qui portent un regard multidimensionnel sur l'actualité européenne et mondiale. Les médias de droite comme de gauche répandent la peur, des migrants (musulmans) pour les uns, de l'effondrement économique et de la misère sociale pour les autres. Il relève de la responsabilité des institutions politiques de livrer un message de cohésion sociale et, en dépit de tous les problèmes et critiques, il est du devoir des médias (#journalistsforfuture), mais aussi de tous les responsables du travail médiatique dans les institutions européennes de le relayer.

Karin Junker
PSE, Allemagne (1989-2004)
karin.junker@t-online.de

AMBASSADEURS DE LA DIVERSITÉ EUROPÉENNE

Députée au Parlement européen pendant deux législatures, j'ai vécu de nombreuses expériences intéressantes en travaillant dans ce milieu international. Au cours des travaux parlementaires, je me suis rendu compte, pour parler sans ambages, que nous nous connaissions peu les uns et les autres, en réalité, que nous nous comprenions peu, même entre collègues se côtoyant tous les jours ou presque en commission. Écrire correctement nos noms (ce que certains collègues n'ont d'ailleurs jamais cherché à faire) ou savoir que je suis tchèque et non pas originaire de Pologne, de Slovaquie ou de Slovénie, bref, de quelque part à l'est où nous parlons tous des langues semblables au polonais, de telle sorte que cette traduction devrait nous convenir à tous... si les petites erreurs sont compréhensibles, il s'agissait plutôt, en fait, d'une méconnaissance omniprésente. Je me suis donc souvent demandé à quel degré de compréhension des différentes cultures ou des divergences sur les questions politiques je pouvais m'attendre, si les données de base faisaient déjà défaut. En réalité, cela m'a passablement agacée de voir que la plupart des analyses d'impact ne couvraient pas les nouveaux États membres. Un seul État était-il censé s'exprimer au nom de tous les autres? Si un tel manque d'intérêt est manifeste chez des collègues censés disposer de connaissances et être intéressés en la matière, qu'en est-il du grand public, des personnes qui ne se consacrent pas à la politique?

Journées européennes ©Olga Sehnalova

Cela m'a amenée à penser que je devais faire quelque chose moi-même en vue d'y remédier. C'est ce qui m'a incitée à lancer les Journées européennes, manifestation qui, sur une semaine, présente le pays exerçant la présidence du Conseil de l'Union européenne. J'ai commencé à organiser les Journées européennes en 2010, en tant que députée au Parlement européen élue depuis un an, avec une première édition consacrée à la Belgique, ce qui était symbolique. Depuis, j'ai continué à organiser jusqu'à aujourd'hui les Journées européennes, tous les six mois, ce qui correspond à 18 éditions.

Les Journées européennes n'ont jamais été conçues comme une manifestation VIP ou destinées à la sphère universitaire. Bien au contraire, je voulais sortir de cette bulle. Notre but est de présenter la diversité européenne ainsi que d'en favoriser la compréhension et de susciter l'intérêt du grand public, de la population, tout simplement. Je suis fermement convaincue qu'il s'agit de la bonne manière de s'adresser aux citoyens, d'attirer leur attention et de les intéresser à l'Union européenne.

Au fil des années, cette manifestation a vu son public s'étoffer et est devenue une tradition. Je suis heureuse que sa valeur ait également été reconnue lorsqu'on m'a attribué le prix de députée européenne de l'année 2017 dans la catégorie «culture, jeunesse et sport» pour l'organisation des Journées européennes consacrées à la présidence slovaque.

Mon mandat terminé, j'ai décidé de continuer à organiser les Journées européennes, car j'estime qu'il s'agit d'un projet vraiment important. Chers collègues, j'invite tous ceux d'entre vous qui, partageant une vision similaire, souhaiteraient collaborer à ce projet de Journées européennes, à me contacter à l'adresse figurant ci-dessous.

Mon intention est de faire de nous, députés européens – anciens ou en exercice –, de vrais ambassadeurs de la diversité et de la compréhension européennes auprès de nos électeurs. Imaginez ce que des centaines d'ambassadeurs pourraient apporter! Aidez-nous à aider les autres à mieux nous connaître. C'est ainsi que l'Europe deviendra meilleure et bienveillante!

Olga Sehnalova
S&D, République tchèque (2009-2019)
olga@sehnalova.cz

UNE IMAGE VAUT MIEUX QU'UN LONG DISCOURS

Donner à voir la diversité européenne dans les galeries du Parlement européen.

Lorsqu'on évoque l'Union européenne, on pense en premier lieu aux liens politiques et économiques qui unissent les 28 États qui en sont membres aujourd'hui (en octobre 2019). Ses objectifs sont nobles et inscrits dans les traités.

Or les enjeux sont bien plus vastes. Nous sommes tous en faveur de la paix, de la démocratie, de l'état de droit, de la liberté d'expression et de la dignité humaine, et nous souhaitons tous disposer de moyens de subsistance pour nous et nos enfants. Mais souvent, les déclarations et les chiffres ne parlent pas au cœur des citoyens.

Or pour aboutir à une véritable identité européenne, il nous faut aussi tenir compte des passions, des sentiments, des émotions de chacun, qui influent sur le vivre-ensemble et s'expriment notamment dans les œuvres artistiques en tout genre.

En acceptant de nous engager dans cette voie, nous découvrons des points communs et des aspects qui viennent compléter notre point de vue sur les choses. Notre force culturelle ne s'exprime pleinement que lorsqu'elle nous permet aussi d'accepter ce qui, de prime abord, paraît contradictoire.

L'UE n'est donc synonyme ni d'égalitarisme forcené, ni de cloisonnement, mais invite plutôt à une appréciation souveraine réciproque. Pour donner corps à cette approche, le PE a commencé à constituer dès 1980 une collection d'art, sous l'impulsion de Simone Veil, première présidente du PE élu au suffrage universel direct. Cette initiative s'inscrit dans la tradition propre aux parlements nationaux de collectionner et de présenter au public des œuvres contemporaines représentant la scène artistique nationale.

Voici ce qu'en dit le service «Œuvres d'art» à la DG COMM: À ce jour, le PE a fait l'acquisition de 387 œuvres représentatives d'art moderne provenant des États membres, en accordant un intérêt particulier aux jeunes artistes prometteurs à l'aube de leur carrière. Il a également accepté plus de 120 donations et accueille régulièrement des prêts temporaires. Toutes ces procédures se déroulent naturellement selon des critères bien définis.

Les nouvelles acquisitions, principalement des tableaux et des sculptures, ont lieu après l'adhésion d'un nouvel État membre. Une première sélection est réalisée par les bureaux d'information du PE dans les États membres concernés, après consultation des experts nationaux en œuvres d'art. Les œuvres sont ensuite exposées dans les bâtiments du PE à Bruxelles, Strasbourg et Luxembourg.

La commission artistique du PE opère une présélection avec l'aide d'un comité consultatif spécialisé et largement représentatif, composé de fonctionnaires qualifiés et de collaborateurs du Président et du Secrétaire général; c'est au Président que revient la décision finale.

Notre ancienne questeur Catherine Bearder a également fait partie de cette commission. Elle écrit à ce sujet: «Cette collection illustre toute la diversité de l'Union et célèbre les traditions culturelles de chaque État membre, tout en montrant comment s'y mêlent des valeurs partagées», avant d'ajouter: «À mon sens, il importe que cette collection ne soit pas réservée aux occupants des bâtiments, mais profite à tous les citoyens, qui doivent pouvoir, eux aussi, en apprécier toute la valeur. Voilà pourquoi, aux côtés de mes collègues de l'administration, j'explore de nouvelles pistes innovantes pour partager en ligne cette collection d'art européen et la diffuser à un large public partout en Europe.»

Le service «Œuvres d'art» (Unité événements - DG COMM) souligne: «La direction générale de la communication est actuellement en train de s'occuper des droits de propriété intellectuelle liés à certaines des œuvres d'art. Une fois que ces questions seront réglées, le service "Œuvres d'art" élaborera un catalogue complet de toute la collection.»

La reconnaissance de la richesse culturelle et la fierté de la diversité culturelle de l'UE sont ce qui motive ces acquisitions. La culture et l'art font partie intégrante de l'identité européenne, qui acquiert ici une visibilité en se passant de longs discours.

Les membres de l'AAD ayant participé à la visite-découverte des œuvres d'art exposées au PE sont unanimes: chacun en ressort durablement impressionné, et la collection vaut vraiment le détour!

Brigitte Langenhagen
PPE-DE, Allemagne (1990-2004)
brigitte-langenhagen-cux@t-online.de

L'AVENIR DE LA GRÈCE

Nous sommes de retour!
Depuis quelques mois, la Grèce revit: elle a retrouvé des forces et entrevoit d'autres perspectives sous la direction d'un nouveau gouvernement, europhile avant tout!
Cela fait maintenant quelques mois que mon pays a changé de gouvernement: le 7 juillet 2019, le parti de la Nouvelle Démocratie et le Premier ministre Kyriakos Mitsotakis sont arrivés au pouvoir.

"Nouvelle Démocratie a remporté les dernières élections législatives, européennes, régionales et municipales! C'est un véritable exploit, accompli en un peu plus d'un mois en 2019! Cela montre que le pays a voulu franchir une étape décisive pour son avenir afin de tourner la page."

Après dix ans de lourdes privations, la reprise arrive enfin, et ce par la force du peuple grec, qui a consenti d'immenses sacrifices avec détermination, patience et courage!
Actuellement, malgré le dur labeur et le fardeau que représente l'accueil des milliers de migrants qui débarquent sur les îles de la mer Égée et ailleurs, le gouvernement Mitsotakis apporte de la stabilité, notamment politique, en présentant un plan de redressement du pays tout entier!
Les défis ne manquent pas, les ressources non plus, mais surtout, nous ne manquons pas de volonté et de projets qui permettront de rattraper le temps perdu à s'éloigner de l'Europe et de l'Union européenne!
Le parti de la Nouvelle Démocratie a remporté les dernières élections législatives, européennes, régionales et municipales! C'est un véritable exploit, accompli en un peu plus d'un mois en 2019!
Cela montre que le pays a voulu franchir une étape décisive pour son avenir afin de tourner la page de son passé récent marqué par le populisme et surtout l'extrémisme, lequel a été complètement écarté de la scène politique à l'issue des élections de juillet.
Le Premier ministre Kyriakos Mitsotakis, du parti de la Nouvelle Démocratie, formé aux États-Unis, possède une grande expérience politique en raison de son héritage familial – son père Konstantinos a été Premier ministre – et de son passage au gouvernement lors des terribles années de crise à l'époque de la troïka.
Aujourd'hui, il essaye de ramener le pays vers une situation normale et en premier lieu de réintégrer la grande famille européenne et internationale, après des années de relations oscillant entre réalisme et coups d'éclat inutiles. Cette période a nui au pays et encore plus au peuple grec, encore sonné et affaibli par ces années difficiles où les fonds de soutien et de stabilité se sont révélés insuffisants.
Le nouveau gouvernement a adopté un plan de stabilité économique ainsi que des programmes de développement fondés sur les investissements. Il a lancé un appel aux grandes multinationales en affichant le visage crédible d'une Grèce europhile et ouverte aux marchés mondiaux!
Notre nouveau Premier ministre s'est déjà mis au travail: il s'est rendu à Paris, à Berlin et à La Haye, où il s'est successivement entretenu en tête-à-tête avec Macron, Merkel et Rutte pour leur présenter ses projets de gouvernement et sa vision d'une nouvelle ère politique pour la Grèce.
La confiance revient progressivement, non seulement chez les Grecs, mais aussi et surtout au sein de l'Union européenne, tant dans les États membres de longue date que dans les nouveaux, car la Grèce donne à son entourage et à sa propre population la conviction que l'on y respire un air nouveau!
La Grèce revient parmi nous et met toutes voiles dehors!

Kyriakos Mitsotakis, Premier ministre grec et Président du parti Nea Dimokratia (Nouvelle démocratie) ©Shutterstock

Manolis Mavrommatis
PPE-DE, Grèce (2004-2009)
efispil@hotmail.com

FOCUS

URBANISATION ET ZONES RURALES

©Shutterstock

SMART CITY

La technologie au service du développement durable des villes et territoires.

La nécessité d'assurer la pérennité de la population mondiale et les actions visant à réduire notre incidence sur l'environnement ont un effet sur les villes, ces organisations spatiales et humaines où se réunissent les individus pour une multitude de raisons différentes. De fait, on estime que près de 70% de la population mondiale dépend des villes ou vit à proximité de celles-ci. C'est donc aujourd'hui aux villes qu'il revient, notamment, plus qu'à tout autre acteur, d'optimiser l'utilisation des ressources afin d'assurer l'avenir de l'espèce humaine. En d'autres termes, l'objectif premier du développement de villes intelligentes est d'assurer la pérennité de l'humanité.

"On estime que près de 70% de la population mondiale dépend des villes ou vit à proximité de celles-ci."

Dans l'étude intitulée «Mapping Smart Cities in EU» (cartographie des villes intelligentes de l'UE) publiée en 2014, la Commission européenne définit la «Smart City» comme une ville qui se fonde sur les technologies (principalement de l'information et de la communication) pour améliorer la compétitivité des villes et leur assurer un avenir plus durable en développant des réseaux intégrés de personnes, d'entreprises, de technologies, d'infrastructures, de consommation, d'énergie et d'espaces urbains.

©Shutterstock

De même, la Commission[1] indique que l'objectif d'une ville intelligente est de rationaliser l'utilisation des ressources disponibles et de réduire les émissions en recourant aux technologies de l'information et de la communication. Pour atteindre ces objectifs de durabilité, il faut avant tout améliorer les réseaux de transport urbain, les infrastructures de distribution d'eau et de gestion des déchets, mais aussi le rendement de l'éclairage et de la climatisation des bâtiments. Il est également nécessaire de rendre l'administration urbaine plus interactive et plus attentive aux besoins de la population, en offrant des espaces publics plus sûrs et en subvenant aux besoins particuliers de la population vieillissante.

Le recours aux technologies de l'information continue d'encourager les prises de décision fondées sur des valeurs tangibles et non pas sur des sensations ou perceptions personnelles. L'acquisition de données par «l'internet du tout» (Internet of Everything), l'obtention de modèles après l'analyse de mégadonnées ou la personnalisation des services en fonction des goûts et des préférences jouent un rôle particulier à cet égard. Cependant, nous devons réfléchir à quelques points essentiels qui nous éloignent, à mon sens, des principaux objectifs.

- Premièrement, le processus de déploiement des technologies ne tient pas compte des personnes et de leurs besoins. À cet effet, des stratégies ont été identifiées pour mieux impliquer les individus dans la recherche de solutions intelligentes et pour apporter des solutions aux natifs ou non natifs du numérique. L'idée est également de profiter de l'intelligence artificielle pour interpréter au mieux les solutions numériques, si tant est que nous soyons prêts à être classés ou perçus à partir de modèles plus ou moins complexes. Il sera intéressant de voir comment, à l'avenir, la technologie permettra de relever les nombreux défis sociaux, tout en tenant compte de la singularité de chacun

1. https://ec.europa.eu/info/eu-regional-and-urban-development/topics/cities-and-urban-development/city-initiatives/smart-cities_en

d'entre nous.

"L'objectif d'une ville intelligente est de rationaliser l'utilisation des ressources disponibles et de réduire les émissions en recourant aux technologies de l'information et de la communication."

• Le deuxième point qui suscite le débat concerne la propriété, la sécurité et l'éthique des données numériques compilées, stockées et utilisées par les différents algorithmes d'intelligence artificielle. Jusqu'à présent, nous avions confiance en notre capacité à changer, à nous améliorer, mais nous sommes sur le point de ne plus être définis que par nos données stockées dans un historique qui ne cesse de croître au fil des générations. En effet, les jeunes grandissent avec un profil numérique qui les suit partout, et ce depuis leur plus jeune âge. Serons-nous capables d'utiliser cette source de données pour réduire la consommation des ressources et améliorer l'efficacité des villes, en laissant de côté notre soif de pouvoir et notre agressivité envers autrui?

• Enfin, le dernier point de réflexion concerne la singularité des territoires. Les villes sont et seront les principaux acteurs capables d'influencer l'avenir de l'humanité, mais il ne faut pas oublier les territoires situés hors des espaces urbains. Les îles, notamment, devront faire l'objet d'une attention toute particulière, et ce même si elles suivent la tendance mondiale de concentration de la population. Ainsi, aux îles Baléares, la population est répartie autour des grandes infrastructures de mobilité et les décisions prises dans une ville peuvent donc influencer la mobilité des villes voisines. Dans les îles, certains concepts de durabilité devront par conséquent être appliqués à un territoire plus vaste que celui des villes. Ajoutons qu'il est également important de prendre en considération les réseaux de transports aux multiples connections créés par les villes dans les espaces plus isolés.

Un homme roule à vélo sur la piste cyclable le long du Waterfront avec vue sur la vieille ville ©Parlement européen

"[...] Des stratégies ont été identifiées pour mieux impliquer les individus dans la recherche de solutions intelligentes et pour apporter des solutions aux natifs ou non natifs du numérique."

Face à toutes ces questions, l'éducation et le développement d'une conscience étique et collective sur le numérique nous seront d'une grande aide. D'une part, pour informer le public sur l'utilisation numérique des infrastructures qui seront mises à la disposition des citoyens par les villes dans les prochaines années. D'autre part, pour que les utilisateurs prennent conscience des avantages et des risques qui se cachent derrière ces services et ainsi assurer la pérennité d'une société durable, diversifiée et pleinement humaine. On utilise bien le stylo pour apprendre à écrire aux enfants, alors pourquoi ne pas se servir du nouveau langage numérique pour enseigner à la population comment utiliser les terminaux numériques de manière éthique?

Dr. Bartomeu Alorda Ladaria
Ingénieur en Télécommunications et chargé de cours contractuel avec un doctorat au Département de Physique de l'Université des Illes Baléares (UIB).
tomeu.alorda@uib.eu

EMPLOI DES JEUNES DANS LES ZONES RURALES

Actions du Fonds social européen pour la jeunesse dans les zones rurales de Hongrie.

Dans tous les États membres de l'Union, les zones rurales souffrent de la désaffection des jeunes. En effet, il est communément admis que le manque de perspectives professionnelles les dissuade d'y rester ou de s'y installer. Ces régions ont pourtant des avantages à offrir, qui devraient être mieux centralisés pour que les jeunes puissent imaginer leur avenir à l'extérieur des villes. Pour les convaincre, trois éléments principaux sont essentiels: des services publics adaptés (notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation, pour les enfants à naître), des possibilités de logement et, bien entendu, des perspectives d'emploi.

Le Fonds social européen (FSE) investit dans le capital humain depuis plus de 60 ans au sein des États membres. La Commission européenne et les pays de l'Union ont conjointement fixé ses priorités et défini les postes de dépenses. L'un des principaux objectifs du Fonds est d'aider les citoyens à trouver un emploi et à acquérir de nouvelles compétences pour favoriser l'intégration des catégories les plus défavorisées de la population. Il comprend également d'autres projets, axés sur les systèmes d'éducation, les enseignants et les enfants scolarisés, ou encore les futurs entrepreneurs potentiels de tous les horizons. Les personnes, y compris les jeunes, sont donc au centre de l'attention du Fonds.

Environ 94 millions de jeunes européens sont âgés de 15 à 29 ans. La crise financière et économique a provoqué une hausse fulgurante du niveau de chômage dans cette tranche d'âge. Dès lors, en 2013, les États membres ont mené une réflexion ayant donné naissance à la garantie pour la jeunesse, qui prévoit que tous les jeunes de moins de 25 ans puissent bénéficier d'une offre de bonne qualité pour un emploi, une formation continue, un apprentissage ou un stage dans les quatre mois suivant la perte de leur emploi ou leur sortie de l'enseignement formel.

©Parlement européen

Le FSE déploie d'importantes ressources pour faire de cette garantie une réalité dans tous les États membres, en accordant une priorité à l'aide aux personnes ne travaillant pas, ne suivant pas d'études ou de formation (NEET).

"Ces régions ont pourtant des avantages à offrir, qui devraient être mieux centralisés pour que les jeunes puissent imaginer leur avenir à l'extérieur des villes. Pour les convaincre, trois éléments principaux sont essentiels: des services publics adaptés, des possibilités de logement et, bien entendu, des perspectives d'emploi."

Les jeunes bénéficient de surcroît d'une assistance dans le cadre de l'initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ). Celle-ci a permis de débloquer pas moins de 8,8 milliards d'euros en faveur des régions les plus touchées par les problèmes de chômage et d'inactivité des jeunes pour la période 2014-2020. L'IEJ se focalise surtout sur les NEET et les régions présentant un taux de chômage de plus de 25%.

Avec un budget de 4,8 milliards d'euros pour la période 2014-2020, la Hongrie est l'un des principaux pays bénéficiaires du FSE. Une vaste palette d'instruments est mise à sa disposition pour favoriser l'intégration des jeunes et les

aider à trouver les formations, les emplois et les services nécessaires au niveau local.

“Dès lors, en 2013, les États membres ont mené une réflexion ayant donné naissance à la garantie pour la jeunesse, qui prévoit que tous les jeunes de moins de 25 ans puissent bénéficier d’une offre de bonne qualité pour un emploi, une formation continue, un apprentissage ou un stage dans les quatre mois suivant la perte de leur emploi ou leur sortie de l’enseignement formel.”

Par ailleurs, si les jeunes disposent d’un vaste réseau de services de conseil à l’échelle nationale, de nombreuses actions ont également été mises en place à leur intention à l’échelle locale. Tous les jeunes, y compris les plus défavorisés, peuvent prétendre à des bourses d’enseignement public et bénéficier de programmes de parrainage dans l’enseignement supérieur, leur permettant d’acquérir les compétences nécessaires à leur avenir.

Pour garantir aux jeunes de 18 à 35 ans des possibilités de logement et assurer leur retour dans les zones rurales après la fin de leurs études, une action du nom de Esély otthon (chance à la maison) a été mise en place. Cette action dispose d’un budget total de 35 millions d’euros, pour la création de logements sociaux et la mise en place d’actions de formations et d’accompagnement visant à offrir des perspectives d’emploi ou de création d’entreprise dans les régions rurales.

Afin de faciliter l’intégration des jeunes au marché du travail, l’Union a débloqué quelque 770 millions d’euros (dont 49 millions au titre de l’IEJ) pour mettre en œuvre la garantie pour la jeunesse en Hongrie. Grâce à ce financement, quelque 180 000 jeunes de moins de 25 ans auront bénéficié d’accompagnement ou de services liés au marché du travail d’ici à 2020.

©iShutterstock

Le Fonds social européen n’est qu’un instrument parmi de nombreux autres dispositifs européens et nationaux qui visent à garantir à la jeunesse un avenir prospère dans les régions rurales. Pour exploiter ces fonds de manière optimale, il est nécessaire d’appliquer une stratégie globale dans l’ensemble des États membres. Pour aider les jeunes dans les régions rurales, il ne suffit pas de leur garantir un emploi, mais également un environnement qui, à l’instar des zones urbaines, leur propose tous les services publics et de loisirs essentiels, ainsi que des possibilités de formation et de logement.

Initiative pour l’emploi des jeunes

L’Initiative pour l’emploi des jeunes (YEI) est l’une des principales ressources financières de l’UE pour soutenir la mise en œuvre des programmes de garantie de la jeunesse. Il a été lancé pour apporter un soutien aux jeunes vivant dans des régions où le chômage des jeunes était supérieur à 25% en 2012. Elle a été complétée en 2017 pour les régions dont le taux de chômage des jeunes est supérieur à 25 % en 2016.

L’Initiative pour l’emploi des jeunes soutient exclusivement les jeunes qui ne suivent pas d’études, d’emploi ou de formation (NEET), y compris les chômeurs de longue durée ou ceux qui ne sont pas inscrits comme demandeurs d’emploi. Elle garantit que dans les régions d’Europe où les défis sont les plus aigus, les jeunes puissent bénéficier d’un soutien ciblé.

Plus d’informations sur le site: https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1176

Zoltán Balogh Ph.D.
Gestionnaire de programme - Politiques de l’UE
Commission européenne
DG EMPL
Zoltan.BALOGH@ec.europa.eu

LE RÔLE DES PETITES ET MOYENNES AGGLOMÉRATIONS

L'Union européenne offre un excellent exemple du rôle que les petites communes et les villes moyennes peuvent, et doivent, jouer. L'histoire a conduit à l'édification, en Europe et sur les autres continents, de grandes métropoles qui comptent parfois des millions de résidents. Celles-ci requièrent naturellement beaucoup d'attention: il s'agit de résoudre, ou au moins de réduire, le coût immense des embouteillages (et de temps qui y est perdu), de la demande énergétique et de la pollution qui en proviennent (des coûts qui s'élèvent dans l'Union européenne à 1% de son PIB, d'après une étude de la Commission).

On trouve par ailleurs en Europe d'excellents exemples de la contribution que peuvent apporter les petites et moyennes agglomérations, qui ne subissent pas ces coûts. Elles sont ainsi une alternative qui évite que se poursuivent de grands mouvements de population, néfastes pour les grands centres urbains.

La production industrielle constitue une contribution importante des municipalités plus petites: c'est dans les petites communes et les villes moyennes que sont établies la plupart des entreprises de l'industrie européenne. Autre point important, on peut constater que les classements mondiaux des meilleures universités – souvent britanniques et américaines – citent presque sans exception des universités situées dans des villes moyennes et des petites communes (qu'il est inutile d'énumérer), et non dans les grandes métropoles.

Ici comme dans tous les autres cas, les économies de temps pour les activités quotidiennes sont très importantes. De plus, grâce aux technologies modernes d'information et de communication, la proximité, voire même le contact direct, devient superflue pour les activités professionnelles ou universitaires: le coût des communications et leur instantanéité sont identiques que l'on soit dans une métropole ou dans un village. Ces technologies permettent aussi d'accéder aux valeurs culturelles, les habitants des petites communes ne sont donc pas pénalisés.

Pour ce qui est des résultats économiques généraux, il est intéressant de noter que, dans les trois pays d'Europe dont la balance des paiements courants présente le plus fort excédent (qui figurent aussi en haut du classement mondial), à savoir l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suisse, Berlin est la seule ville qui compte plus de trois millions d'habitants – en grande partie pour des raisons historiques – mais qu'aucune des 20 plus grandes entreprises du pays ne s'y trouve; les Pays-Bas et la Suisse, pour leur part, ont bien moins d'un million d'habitants dans leur première ville et un tissu urbain équilibré.

Dans une optique de création de solutions à la concentration indésirable dans les grandes métropoles, il convient donc de mener une politique favorisant les petites et moyennes agglomérations, en y mettant en place des services d'envergure nationale (l'expérience européenne montre qu'ils ne doivent pas tous se trouver dans les capitales...), des transports adéquats et toutes les autres conditions

© Parlement européen

d'efficacité et de qualité de vie pour leurs habitants. Un point particulièrement important et actuel, au vu des défis environnementaux, est que les principaux aéroports devraient être desservis par des lignes de train nationales afin que leur service ne soit pas confiné aux grandes métropoles, mais puisse aussi profiter aux petites et moyennes agglomérations.

C'est ainsi que les coûts indésirables seront réduits et, avec une organisation territoriale adéquate, les possibilités d'améliorer fortement la compétitivité économique et la qualité de vie des citoyens augmenteront significativement, dans un monde toujours plus exigeant, qui ne peut se satisfaire de graves inefficacités dans l'utilisation des ressources disponibles.

Manuel Porto
Portugal
ELDR (1989-1996)
PPE-DE (1996-1999)
mporto@fd.uc.pt

ACTIVITÉS DE L'AAD

SOUTIEN À LA DÉMOCRATIE

30 ANS D'OBSERVATION ÉLECTORALE

Rétrospective et perspectives sur la participation des femmes dans les missions d'observation de l'OSCE.

A la veille de son 30ème anniversaire l'année prochaine; le Bureau pour les Institutions Démocratiques et les Droits de l'Homme (BIDDH) de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) qui regroupe aujourd'hui 57 Etats participants, fait le point sur les avancées et les défis en matière d'égalité de genres dans les missions d'observation électorale. Cette institution, initialement appelée le Bureau des élections libres, créée en 1990 par la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, est devenue au fil du temps une référence internationale en matière d'observation électorale.

Bien que l'institution ait été toujours attachée aux valeurs d'égalité et de non-discrimination, ce n'est qu'au début des années 2000 qu'une approche systématique de genre ait été intégrée dans son travail, y compris dans le déploiement des observateurs électoraux. En effet, c'est à ce moment-là qu'un expert dédié aux questions de genres intègre pour la première fois l'équipe cadre de la mission d'observation des élections présidentielle et parlementaires de 2000 en Roumanie: L'expert se penchera sur des sujets tels que la collecte des statistiques concernant la représentation des femmes sur les listes électorales, la composition des différents niveaux de l'administration électorale, des autorités publiques centrales et locales. Le rapport se penchera sur les attitudes des partis politiques dans la promotion des femmes candidates y compris en tête des listes, les barrières et obstacles à leur pleine participation et contiendra des recommandations pour améliorer la situation.

Brigitte Langenhagen, membre du Conseil d'Administration lors de la 14ème Réunion Annuelle de Mise en œuvre pour les signataires de la Déclaration de Principes pour l'Observation Internationale des Élections, tenue les 20-21 novembre 2019 à Varsovie, Pologne

Mais c'est en réponse au nouveau plan d'action 2004 de l'OSCE pour la promotion de l'égalité entre les sexes que le BIDDH se dote d'une méthodologie concernant l'observation de la participation féminine aux élections :Dès lors, des plans d'action biannuels comprenant une mise à jour des standards et des approches en matière d'égalité hommes-femmes, pour combattre des nouveaux défis, par exemple, en matière de prévention et de lutte contre le sexisme et la discrimination, viennent compléter les dispositifs existants.

Le BIDDH utilise une multitude d'outils pour avancer la participation des femmes aux élections, notamment, à travers ses recommandations provenant des rapports d'observation, en proposant aux Etats participants de travailler sur la législation pour éliminer toute discrimination, en menant des activités ciblées à l'attention des parlements nationaux, commissions électorales et autres institutions qui touchent aux élections et en incitant les Etats participants à la question des genres dans la mise à disposition des observateurs électoraux.

Des statistiques recueillies depuis 2011 par le BIDDH montrent une progression dans l'intégration des aspects relatifs à l'égalité des genres dans le travail d'observation électorale. Les recommandations électorales en la matière visent, dans leurs ensemble, l'introduction des mesures spéciales, qu'elles soient législatives ou destinées aux partis politiques, une application plus efficace de la législation favorable à la cause des femmes, et une couverture plus neutre des candidats quel que soit leur genre. Le BIDDH est également fier de voir en 2018 les femmes représentées à plus de 43% dans les positions de leadership des activités électorales. Sur la même période, 1293 sur un total de 2937 postes d'observateurs ont été occupés par des femmes. En ce qui concerne les équipes cadres recrutées par le BIDDH, elles étaient composées de 47% de femmes.

Ana Rusu
Conseillère électorale
OSCE/ODIHR
Ana.Rusu@odihr.pl

VISITE D'ÉTUDE EN GÉORGIE

LA GÉORGIE DANS MON CŒUR

Lorsque l'on rencontre des responsables politiques en Géorgie, quelque chose nous frappe inévitablement; ils semblent tous jeunes, très instruits, très qualifiés, éloquents et polyglottes. Dans l'ensemble du paysage politique prévaut un certain optimisme; le sentiment que la Géorgie est promise à un bel avenir et que ses habitants sont déterminés à faire du rêve une réalité. Cette confiance se reflète jusque dans les noms des principaux partis politiques, généralement largement pro-occidentaux. Le parti actuellement au pouvoir est «Rêve géorgien - Parti démocratique géorgien» (affilié au groupe S&D). Le principal mouvement d'opposition est le parti «Géorgie européenne» (affilié au PPE), une émanation de l'ancien parti au pouvoir «Mouvement national uni», fondé par Mikheil Saakachvili, l'enfant terrible de la politique géorgienne. Ancien président du pays, M. Saakachvili s'est vu retirer sa nationalité géorgienne par nul autre que son principal rival, Bidzina Ivanichvili, un oligarque multimilliardaire, ancien premier ministre et fondateur du parti Rêve géorgien.

La population géorgienne soutient avec ferveur l'idée d'une intégration plus poussée à l'Union européenne. Les sondages d'opinion ont montré à de multiples reprises que 80 % de la population y était favorable, et le pays figure désormais en bonne place sur la longue liste des pays des Balkans et des pays transcaucasiens candidats à l'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN. En contrepartie, l'Union s'est engagée à verser chaque année la coquette somme de 120 millions d'euros d'aide à la Géorgie, une somme acceptée avec gratitude par les quelques 3,7 millions d'habitants. Toutefois, 50 % de l'économie géorgienne repose toujours sur l'agriculture et il existe de très fortes disparités: le PIB par habitant par année s'élève à 20 000 de dollars dans la capitale Tbilissi, tandis que dans la majorité des régions rurales, il n'atteint que 2 000 de dollars, une somme dérisoire. De larges efforts ont été entrepris pour lutter contre la pauvreté, la corruption et la fraude électorale, efforts qui ont porté leurs fruits. L'économie géorgienne est actuellement en pleine croissance, à un taux annuel de 5 %. Cependant, tous les partis politiques s'accordent sur le fait qu'il va falloir s'attaquer au problème de la pauvreté dans les zones rurales et agricoles, qui devient peu à peu un enjeu majeur dans la campagne électorale en vue des élections d'automne 2020.

Photo de groupe avec Tamar Khulordava, Présidente de la commission de l'intégration européenne et Archil Talakvadze, Président du Parlement de Géorgie

Malheureusement, il y a une ombre au tableau, celle, noire et menaçante, que fait planer sur le pays l'agression russe. Plus de 20 % du territoire géorgien est actuellement occupé par la Russie. Théâtre des violents conflits séparatistes ayant fait plusieurs milliers de morts et plusieurs dizaines de milliers de sans-abris en 2008, les régions d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud sont aujourd'hui pratiquement des zones de non-droit. Vladimir Poutine autorise le programme des Nations unies pour le développement (PNUD) à effectuer de rares visites en Abkhazie, mais l'Ossétie du Sud est devenue un véritable camp militaire russe et les lignes de démarcation, mal définies par les Russes, sont aujourd'hui infranchissables en raison des barbelés et lourdement gardées du sommet des miradors. Cette «frontière» illégale coupe à travers villages, champs et jardins. Les Géorgiens qui tentent de la traverser pour rendre visite à leurs amis ou à leur famille, ou pour essayer de se rendre à un mariage ou à des funérailles, sont souvent arrêtés, traduits devant les tribunaux et se voient infliger une amende. Plusieurs centaines de milliers de personnes ont été forcées de fuir le pays pendant la guerre de 2008. L'Abkhazie comptait autrefois plus de 560 000 habitants. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 160 000. Avant la guerre, la population de l'Ossétie du Sud était de 120 000 habitants, puis s'est effondrée pour ne plus

atteindre que 20 000 habitants aujourd'hui. Les ministres géorgiens affirment que la population toujours présente dans les deux territoires occupés est quotidiennement victime de violations des droits de l'homme, d'une absence totale de liberté d'expression et de discriminations généralisées; leurs enfants se voient refuser un enseignement dans leur langue maternelle, le géorgien. Bon nombre de villages ont été complètement détruits par les séparatistes soutenus par les Russes, plus particulièrement en Ossétie du Sud, et les purifications ethniques ont jeté sur les routes des centaines de milliers de personnes. De gigantesques camps situés à proximité des lignes de démarcation de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud abritent désormais ces déplacés internes (ou PDI). Les responsables politiques géorgiens affirment que ces déplacés vivent depuis onze ans dans un état de dépendance, dans la mesure où ils souffrent toujours du stress post-traumatique causé par la violence du conflit. Ils ne peuvent revenir dans leurs foyers et sont réticents à s'intégrer dans la société géorgienne de manière plus large. C'est à la mission d'observation de l'Union (EUMM), une opération de maintien de la paix non armée composée de plusieurs milliers de personnes issue de plusieurs États

Photo du camp de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en Ossétie du Sud

Rencontre avec des représentants d'ONG agissant en Géorgie sur les conditions de travail en Géorgie

membres et chargées de surveiller la zone, qu'il revient de surveiller de près cette situation tendue. L'EUMM dispose d'un budget annuel de près de 18 millions d'euros et est basée à Gori, qui, non sans ironie, est également la ville de naissance de Staline!

Trouver un moyen de sortir de l'impasse avec la Russie; parer aux menaces de Mikheil Saakachvili, qui clame haut et fort, depuis sa résidence actuelle en Ukraine, qu'il a l'intention de revenir en Géorgie, où il sera immédiatement arrêté; répondre aux affirmations selon lesquelles l'oligarque Bidzina Ivanichvili tire les ficelles de la démocratie en Géorgie; et mettre en œuvre une nouvelle réforme radicale du système électoral, qui permettra d'instaurer un système entièrement proportionnel en vue des prochaines élections. Ce ne sont là que quelques-uns des nombreux défis auxquels doivent faire face le gouvernement géorgien et la présidente nouvellement élue, Salomé Zourabichvili, ancienne membre du parti écologiste et première femme à occuper le poste. Mais la Géorgie a déjà surmonté des épreuves plus difficiles par le passé. Le pays a été occupé par les Mongols, par les Romains, par les Perses, par les Turcs et enfin par les Russes; même Jason et les Argonautes sont passés par la Géorgie en 2000 avant J.-C dans leur quête de la Toison d'or.

La Géorgie est «le berceau du vin»; on y trouve d'anciennes amphores utilisées dans la production viticole datant de 8000 avant J.-C. Aujourd'hui, les vins géorgiens, provenant principalement de la magnifique région de Kakhétie située au pied des monts du Caucase, sont très prisés des connaisseurs à travers le monde. Un verre de vin géorgien, d'une robe rouge rubis foncé, produit à partir du cépage rare et prisé connu sous le nom d'Usakhelauri, dans une main et un exemplaire du fameux acquis communautaires de l'Union ou de la réglementation juridique dans l'autre, il serait difficile d'ignorer la demande d'adhésion de la Géorgie à l'Union européenne et à l'OTAN. Comme le disent les Géorgiens lorsqu'ils trinquent, «gaumarjos»!

Struan Stevenson
Royaume - Uni
PPE (1999-2009)
CRE (2009-2014)
struanmep@aol.com

GÉORGIE, LES CHEMINS DE L'INDÉPENDANCE

La Géorgie est à la fois très jeune et très ancienne. Cette conscience d'être une nation ancienne est sans doute l'un des aspects les plus profondément ancrés dans la psyché géorgienne. On enseigne aux écoliers géorgiens les liens qui existaient avec la Grèce et la Rome antiques, avec les Arabes et Byzance, et chaque Géorgien sait que son pays a été l'un des premiers au monde à adopter le christianisme en tant que religion d'État, ou qu'il a connu son âge d'or aux XIe et XIIe siècles. Mais ensuite, le pays s'est fragmenté, et ce n'est que sous l'égide de l'Empire russe que fut réuni pour la première fois le territoire qui correspond à la Géorgie contemporaine.

De 1918 à 1921, l'intermède de l'indépendance fut bref, tout en enracinant la forte conviction qu'un État indépendant était la seule solution acceptable. Malheureusement, cette aspiration ne pouvait pas s'appuyer, à l'époque, sur des traditions politiques ou institutionnelles qui n'ont commencé à émerger qu'à la fin des années 1980, au crépuscule d'une Union soviétique déjà très affaiblie. On a alors assisté à la création de partis politiques, de médias indépendants et de véritables associations publiques. Les premières élections pluralistes ont eu lieu en octobre 1990. Six mois plus tard, c'était la déclaration d'indépendance. De nouvelles institutions publiques ont commencé à prendre forme, même si elles se sont étayées sur celles de l'Union soviétique et de la République socialiste de Géorgie. Le chemin qu'a pris le pays au cours de ces années s'est révélé particulièrement chaotique, ce qui explique pourquoi l'histoire récente de la Géorgie a sans doute été plus dramatique que celle de l'ensemble des autres États post-soviétiques.

La nouvelle Géorgie se dessine au moment de la perestroïka et de la glasnost – cette tentative, lourde de conséquences, de libéraliser le régime soviétique, entreprise à partir de 1985 par le dernier dirigeant de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev.

Les Géorgiens ont profité de ces nouvelles libertés pour lancer un mouvement de libération nationale. Les inévitables tensions avec les autorités communistes ont connu leur apogée tragique le 9 avril 1989 à l'aube, lorsque l'armée soviétique a dispersé un énorme rassemblement en faveur de l'indépendance, causant la mort de vingt personnes, des jeunes femmes pour la plupart. Cet événement dramatique a signé l'acte de décès moral du régime communiste en Géorgie: sa légitimité, fatalement atteinte, ne s'en est jamais remise. Si les autorités de Moscou ont continué d'exercer formellement le pouvoir pendant encore un an et demi, elles n'étaient plus en mesure de mettre en œuvre des politiques à leur guise. La mainmise du Kremlin se desserrait peu à peu.

Les élections d'octobre 1990 ont vu la victoire écrasante de l'anticommuniste Zviad Gamsakhourdia. Deux idées dominaient l'ordre du jour politique: le nationalisme et la démocratie. Ces années ont été marquées par les sérieux obstacles auxquels s'est heurtée l'instauration d'institutions politiques stables, principalement en raison de l'incapacité des différents groupes politiques et communautés ethniques à dégager un consensus allant au-delà de ces deux principes généraux. En apparence, les désaccords étaient d'ordre tactique, mais, en substance, les dissensions réelles avaient trait à la personnalité et aux ambitions des différents leaders. Gamsakhourdia est apparu comme le plus charismatique d'entre eux. Son exercice du pouvoir bénéficiait à l'origine d'un fort soutien populaire, mais fut bientôt dénoncé comme trop autoritaire. De nombreux responsables politiques ne sont pas parvenus à un consensus, se considérant comme des ennemis plutôt que des concurrents.

Le problème des conflits ethniques et territoriaux aggravait encore les difficultés rencontrées dans l'instauration du pluralisme. Parallèlement à l'émergence du nationalisme géorgien se sont développés des programmes antinationalistes dans les régions autonomes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. La société géorgienne a démontré son attachement aux valeurs démocratiques et sa ferme résolution de ne pas tolérer un régime autocratique. Toutefois, en dépit de plusieurs tentatives de transition, ces efforts n'ont pas encore débouché sur la mise en place d'un système d'institutions démocratiques consolidées. Bien du chemin reste encore à parcourir.[1]

Jan-Willem Bertens
ELDR, Pays-Bas (1989-1999)
bertens@hetnet.nl

1. Cette brève esquisse historique se fonde sur une étude du Netherlands Institute for Multiparty Democracy, 2005, dont l'auteur a présidé le conseil de surveillance.

L'UE, POUR BEAUCOUP, LE PARADIS SUR TERRE

Participer à une visite d'étude avec la délégation de l'AAD offre une occasion unique de découvrir un pays. En 1922, la Géorgie fut occupée par les Russes, puis annexée par l'Union soviétique, avant de recouvrer son indépendance le 9 avril 1991. Plusieurs guerres ont opposé la Géorgie à la Russie, et aujourd'hui, un conflit oppose les deux pays au sujet de l'occupation de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Il compte environ 800 000 migrants, 3,5 millions d'habitants, dont un million dans la capitale Tbilissi. Après l'indépendance, la Géorgie a été marquée par différentes périodes de troubles internes, pendant les élections. C'est une terre de contrastes, en matière d'architecture mais aussi de disparités entre riches et pauvres. C'est le berceau du vin à l'échelle mondiale et là où sont nées les premières amphores; d'après la légende, Prométhée aurait donné le feu aux hommes habitant au pied du Caucase.

La majorité de la population souhaite que le pays adhère à l'UE et à l'OTAN. L'Union essaye d'encourager ce rapprochement de la Géorgie par l'allocation d'une aide financière de 120 millions d'euros. La croissance économique est de 4,7 % et l'inflation avoisine les 3%. Les secteurs porteurs sont l'industrie de l'ameublement et l'aviation militaire. Les conditions climatiques favorables sont propices au production de denrées alimentaires toute l'année, terreau fertile pour le développement du tourisme gastronomique.

C'est après l'indépendance que le tourisme a pris son essor. Les fonds de l'Union financent un projet de développement des randonnées dans les montagnes du Caucase, zone où la biodiversité est protégée.

Le gouvernement est déterminé à faire évoluer le pays pour permettre l'introduction des normes européennes. Le parti au pouvoir et l'opposition s'accordent sur deux points: ils soutiennent l'intégration du pays à l'Union et à l'OTAN et militent pour une résolution pacifique du conflit avec la Russie. Un accord d'intégration et un accord commercial avec l'Union ont été ratifiés. La Géorgie est chef de file régional en matière de développement par rapport à d'autres pays de la région.

Les provinces autonomes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, qui ont déclaré leur indépendance en août 2008, n'ont été reconnues que par la Russie, qui les a occupées en quelques jours seulement. Alors président du Conseil européen, Nicolas Sarkozy est parvenu à négocier avec la Russie un accord de paix ainsi que l'activation d'une mission de maintien de la paix (www.eumm.eu). Cette mission compte 300 membres, chargés d'aider la population des deux côtés de la frontière. Aujourd'hui, aucun progrès n'a encore été enregistré entre la Russie et la Géorgie.

En 2018, Salome Zurabichvili est élue présidente de la Géorgie. Née en France de parents géorgiens, elle est retournée en Géorgie un an après la fin de ses études pour y faire carrière. Le parti Rêve géorgien, disposant de la majorité au parlement, occupe une position dominante. Le Parlement compte 150 députés, dont 115 sièges sont pour le parti au pouvoir. Un quota minimal de femmes est respecté.

Rêve géorgien est l'un des observateurs du groupe européen des sociaux-démocrates. Son dirigeant, Bidzina Ivanichvili, est l'homme le plus riche de Géorgie: il détient 30% du PIB et dispose d'une fortune s'élevant approximativement à 4 milliards d'euros. L'opposition a rejoint le PPE en qualité d'observateur mais son rôle est limité et elle est du reste très controversée. Elle dénonce la disparition des chaînes de télévision reflétant le point de vue de l'opposition, ainsi que la partialité des juges et la corruption. Le gouvernement est montré du doigt, car Salome Zurabichvili a reçu le soutien de Bidzina Ivanichvili, qui, bien qu'il n'ait pas été élu à la présidence, est le dirigeant du parti Rêve géorgien. À cela viennent s'ajouter les tensions suscitées par les changements prévus dans le système électoral et par les élections législatives de 2020.

Notre délégation de l'AAD a été très bien accueillie, l'hospitalité de nos hôtes a dépassé de loin nos attentes. J'ai été frappée par l'injustice dont sont victimes ces enfants qui, de part et d'autre de la ligne de démarcation, n'ont aucun accès à l'éducation. Le monde est insensible à ces injustices depuis bien trop longtemps!

Zofija Mazej Kukovič
PPE, Slovénie (2011-2014)
zofija.mazejkukovic@gmail.com

UNE NOUVELLE CONFÉRENCE D'HELSINKI SUR

Les frontières entre l'Europe, située sur la plaque eurasienne, et l'Asie ainsi qu'entre l'Europe et l'Afrique ne sont pas bien définies.
Après les deux guerres mondiales, qui ont touché des pays du monde entier, de nombreuses voix se sont élevées en Europe:«Plus jamais ça». Ce slogan a donné lieu à l'une des constructions politiques les plus innovantes de l'histoire de l'humanité: l'Union européenne. Elle est fondée sur le principe d'égalité souveraine de tous ses membres, mais son objectif est de «créer une union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe». Vue de l'extérieur, l'Union est généralement perçue comme une région du monde où les droits de l'homme, les libertés fondamentales et les droits sociaux sont les mieux respectés.
Le partenariat oriental lie l'Union à l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Moldavie, l'Ukraine, sans oublier la Géorgie.
L'Union et la Géorgie ont également conclu un accord d'association. Depuis 2014, la «zone de libre-échange approfondi et complet» est devenue le principal volet commercial de cet accord. De fait, elle supprime tous les droits à l'importation sur les marchandises et prévoit un large accès mutuel au marché des services. Grâce à cette coopération globale, l'Union est devenue le premier partenaire commercial de la Géorgie, même si elle devrait se montrer moins bureaucratique à l'égard des exportations agricoles. De plus, l'Union apporte une aide financière à la Géorgie. En effet, un montant maximal de 450 millions d'euros lui est réservé pour la période 2017-2020 au titre de l'instrument européen de voisinage.
L'espace Schengen, au départ expérimental et qui permet aujourd'hui la libre circulation des personnes dans 26 États, est très apprécié par les citoyens de toute l'Europe.
Au vu de la crise migratoire et des attaques terroristes auxquelles doivent faire face de nombreux pays européens, certains responsables politiques dénoncent la liberté de circulation dans l'espace Schengen. Cependant, pour abolir la libre circulation, les États membres devraient accepter de modifier le traité sur l'Union européenne (traité UE), conformément à ses dispositions.
Depuis le mois d'avril 2017, les citoyens géorgiens qui possèdent un passeport biométrique peuvent circuler dans l'espace Schengen sans

De droite à gauche : Robert Goebbels, membre de l'AAD avec Brigitte Langenhagen, membre du Conseil de l'AAD et Jan-Willem Bertens, Vice-président de l'AAD et chef de la délégation de l'AAD en Géorgie

Un moment de la rencontre avec David Zalkaliani, ministre des Affaires étrangères de Géorgie

LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION

Délégation de l'AAD lors de la visite au bureau de l'EUMM à Gori

qu'un visa autorisant un séjour de 90 jours par période de 180 jours soit nécessaire. Au cours de la première année, plus de 250 000 citoyens géorgiens ont pu voyager sans visa dans l'espace Schengen.
Ajoutons que l'Union peut parfois se montrer utile. En 2008, lors des affrontements en Ossétie du Sud, le président français Nicolas Sarkozy, en tant que président du Conseil de l'Union européenne, est parvenu à négocier un cessez-le-feu entre la Géorgie et la Russie. Jusqu'à présent, la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie a permis d'éviter de nouveaux incidents, mais n'a pas résolu le problème.
Le mantra politique de l'Union avant son grand élargissement en 2004 était «approfondir avant d'élargir». Or les traités ne favorisaient pas un fonctionnement plus harmonieux des institutions européennes. Ni le traité de Nice ni le traité de Lisbonne n'y ont changé quelque chose.
Des réformes institutionnelles, une Commission plus resserrée, mais plus puissante, une amélioration du processus décisionnel au sein du Conseil et la suppression du droit de veto en matière de politique étrangère sont nécessaires.
La tournure qu'a prise le Brexit fait réfléchir de nombreux eurosceptiques d'extrême droite et d'extrême gauche. Même en France, l'extrême droite a déjà renoncé à quitter la zone euro.Espérons que les leçons que l'Europe tirera du Brexit ouvriront la voie à des réformes institutionnelles. Tant que les institutions européennes ne se seront pas adaptées aux besoins d'une Union plus vaste, il est peu probable qu'un nouvel élargissement ait lieu prochainement. Ce n'est pas une bonne nouvelle pour les nombreux pays européens désireux de rejoindre le club. Ils devront prendre leur mal en patience. La Géorgie aussi.
Je suis personnellement convaincu que l'Union a besoin d'une «maison commune européenne», comme le disait Gorbatchev. L'Union ne peut pas se refermer sur elle-même, elle doit ouvrir ses portes à tous les candidats sérieux qui remplissent les critères démocratiques. Néanmoins, avant d'agrandir la maison actuelle, il convient d'en renforcer les fondations. Mais avant tout, nous avons besoin de nouvelles règles relatives au financement de l'Union.
En effet, le budget de l'Union représente à peine 1% du PIB combiné des 28 États membres, soit un montant dérisoire. Le budget des États-Unis correspond à environ 30% de leur PIB. Celui de la République fédérale d'Allemagne est supérieur à 40% du PIB national. Même le budget de la Confédération suisse s'élève à environ 20% de son PIB.
Sans une normalisation des relations avec la Russie, l'Union européenne et tous les autres États indépendants en Europe se trouveront incapables de résoudre bon nombre de conflits issus de l'implosion de l'Union soviétique. Il n'est ni envisageable ni souhaitable de rétablir le «statu quo ante», mais seul un nouvel équilibre permettra le développement pacifique de l'Europe. Les intérêts en matière de sécurité de toutes les nations européennes doivent être garantis. Nous avons besoin d'une nouvelle conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe.
Remémorons-nous les paroles de l'un des plus brillants diplomates américains: George Kennan qui a écrit que les nations doivent «tenir pour valides et légitimes les réalités et aspirations de puissance, les accepter telles quelles, sans se croire obligé[es] de les soumettre à des jugements d'ordre moral, les prendre en considération comme des forces à la fois existantes et inaltérables, mais ni bonnes ni mauvaises, et rechercher le point où elles s'équilibrent le mieux plutôt que de se proposer de les réformer ou de les réprimer».

Robert Goebbels
S&D, Luxembourg (1999-2014)
robertg@pt.lu

RÊVES ET CAUCHEMARS: LE CONTE DES DEUX BORIS

Oligarque prospère à l'ère des privatisations en Russie, Boris Ivanichvili est retourné dans sa Géorgie natale, un rêve en tête: faire de la politique. De retour au pays, il a abandonné le prénom Boris, qu'il avait emprunté pour faire carrière en Russie, et a repris son nom de baptême, Bidzina. Il crée son parti, Rêve géorgien, à la tête duquel il accède au poste de premier ministre en 2012.

Il quitte cette fonction en novembre 2013 pour retourner à la vie civile, mais revient aujourd'hui dans la vie politique géorgienne à la tête de son parti.

En 2012, Bidzina Ivanichvili occupait la 153e place du classement des plus grosses fortunes du monde établi par le magazine Forbes, avec un patrimoine estimé à 6,4 milliards de dollars, faisant ainsi de lui la personne la plus riche de Géorgie et une figure aussi influente que controversée dans la politique géorgienne.

L'ombre d'un autre Boris a plané sur nous tout au long de notre visite. Chaque jour, nos hôtes nous posaient des questions sur le premier ministre britannique, Boris Johnson, sur le Brexit et sur la décision du Royaume-Uni de quitter l'UE.

Les quatre anciens députés européens britanniques présents, trois du parti conservateur et un du parti travailliste, se sont accordés à dire que le Brexit est une folie et que le retrait du Royaume-Uni de l'Union sous la direction de Boris Johnson est un cauchemar.

Quelle ironie de penser que la Géorgie, tout comme le très influent président du parti au pouvoir, Rêve géorgien, seraient prêts à tout pour rejoindre l'UE, tandis que le Royaume-Uni prend la direction inverse, avec un premier ministre qui mène le pays hors de l'Union.

Le chef du parti Rêve géorgien a abandonné le prénom Boris lorsqu'il a quitté la Russie pour retourner en Géorgie, alors que le premier ministre britannique, prénommé Alex dans son enfance, a choisi d'utiliser son second prénom, Boris, dès son entrée à la prestigieuse école privée d'Eton.

Ivanichvili a fait construire une demeure luxueuse sur les hauteurs de la capitale géorgienne Tbilissi, entourée d'un domaine peuplé de sculptures de l'artiste Henry Moore, et équipée d'un héliport et d'une somptueuse piscine à ciel ouvert. Il a quatre enfants, dont Bera, rappeur très connu en Géorgie.

Boris Johnson a fait ses études à Eton, école dont sont issus vingt premiers ministres britanniques, les princes William et Harry, et même l'actuel archevêque de Canterbury, Justin Welby. Son frère Joseph, également député et membre du parti conservateur, a été décrit par The Times Guide to the House of Commons comme quelqu'un de «plus sympathique et de plus sensé que son frère aîné Boris». Sa sœur Rachel est, journaliste et a été candidate aux dernières élections européennes sous les couleurs du parti anti Brexit Change UK.

Il est intéressant de souligner que le président du parti Rêve géorgien, connu autrefois sous le nom de Boris Ivanichvili, a fait fortune en Russie et veut dorénavant que la Géorgie se tourne vers l'Occident et vers l'UE.

Boris Johnson a étudié à l'École européenne de Bruxelles, puis a travaillé comme journaliste dans la même ville. Son père, Stanley, est un ancien député britannique qui a également travaillé à la Commission.

Aujourd'hui, Boris souhaite que le Royaume-Uni coupe tous les liens qui l'unissent à Bruxelles et à l'UE.

Dans un monde dominé par des tyrans tels que Trump aux États-Unis, Poutine en Russie et Erdogan en Turquie, l'Europe balance entre rêves et cauchemars, au rythme du conte des deux Boris.

Michael McGowan
PSE, Royaume-Uni (1984-1999)
mcgowan.michael@ntlworld.com

Le premier ministre britannique Johnson au sujet de feu Jo Cox *par Michael McGowan*

Les paroles du Premier ministre britannique Boris Johnson dans un récent échange à la Chambre des communes, selon lesquelles "la meilleure façon d'honorer Jo Cox est de faire faire Brexit" sont inexactes. Jo Cox, députée qui a été assassinée par un terroriste d'extrême droite alors qu'elle assistait à une opération chirurgicale dans sa circonscription de Batley et Spenborough, dans le nord de l'Angleterre, était un partisan actif de l'adhésion du Royaume-Uni à l'UE. Avant de devenir députée, Jo Cox avait travaillé à Bruxelles où le conseil municipal a nommé une place publique en son honneur, la place Jo Cox, dans le centre de Bruxelles, à côté d'une salle de concert qu'elle fréquentait. Je suis née, j'ai grandi et j'ai fréquenté la même école que Jo Cox dans le Yorkshire, où j'étais également représentant du public et je peux confirmer son engagement envers la coopération européenne.

GÉORGIE: UNION EUROPÉENNE OU OTAN?

La visite de l'AAD en Géorgie du 29 septembre au 4 octobre 2019 a permis de recueillir des informations intéressantes, y compris pour moi, qui suis l'évolution du pays depuis 1993 et qui ai pas mal écrit sur le pays[1].

Le parti Rêve géorgien, au pouvoir depuis 2012/13, a défendu une position pragmatique à l'égard de la Russie, ce qui a notamment permis la reprise des exportations géorgiennes de vin et d'eau minérale vers le nord après une interruption due à l'attitude antirusse du régime de Mikheil Saakachvili.

Il est néanmoins évident que la Géorgie est encore loin d'avoir atteint la stabilité économique et un développement social acceptable. Les associations géorgiennes[2] que l'AAD a rencontrées ont également indiqué que le régime de Rêve géorgien faisait l'objet de critiques légitimes de la part des représentants des mouvements de la société civile.

Les représentants de l'UE ont notamment été frappés par l'action de la justice géorgienne à l'encontre du régime de Mikheil Saakachvili. Nombreux sont ceux à avoir été condamnés à des peines de prison, dont Vano Merabichvili, ancien ministre de l'intérieur, tandis que l'ancien président Mikheil Saakachvili fait l'objet d'un mandat d'arrêt. Carl Bildt, ancien ministre suédois des affaires étrangères, a été le premier à critiquer le régime de Rêve géorgien, notamment dans un tweet du 6 août 2014 dans lequel il accusait la Géorgie de «s'écarter de la voie européenne en utilisant le système judiciaire à des fins de vengeance».

Le premier ministre Irakli Garibachvili a rejeté les propos de Carl Bildt au motif que celui-ci fait partie des «partisans de Saakachvili». La ministre de la justice Tea Tsouloukiani a répliqué en passant en revue les diverses accusations portées à l'encontre de Mikheil Saakachvili.

Carl Bildt a alors tenu des propos qui peuvent s'apparenter à des menaces: «Si le premier ministre ne veut pas écouter les meilleurs amis du pays, c'est son choix, nous en prenons bonne note». Lorsque l'AAD a rencontré Tea Tsouloukiani, celle-ci a confirmé qu'elle avait considéré le tweet de Carl Bildt comme une menace. De la part de qui? De l'UE? En réalité, Carl Bildt n'avait même pas le soutien du gouvernement suédois. Aujourd'hui, il a quitté la politique, mais sa vengeance privée aurait pu nuire aux relations entre la Géorgie et l'UE.

Pour les représentants géorgiens[3], l'UE et l'OTAN font partie d'une même organisation. En tant que représentant d'un des six États membres de l'Union n'appartenant pas à l'OTAN, je me devais de réagir. Ma conception de l'UE est qu'il existe une majorité favorable à une identité européenne indépendante qui rejette toute tendance à assimiler l'Union à une organisation annexe de l'OTAN. De plus, la Géorgie a peut-être des enseignements à tirer d'États membres de l'Union n'appartenant à aucune alliance, comme la Finlande ou la Suède. En 1991, le président finlandais Mauno Koivisto avait refusé une offre de rachat de la Carélie (conquise par la Russie en 1940) émanant du président russe Boris Eltsine en échange de 15 milliards de dollars. La reconstruction aurait été trop chère: 65 milliards de dollars. Quant à la Suède, après avoir perdu la Finlande au profit de la Russie en 1809, elle avait décidé de ne pas chercher à la reconquérir, mais (selon le poète Esaias Tegnér) à «regagner la Finlande dans les frontières de la Suède». La Finlande a mené son combat pour la liberté contre la Russie, et non contre la Suède, ce qui est une des raisons pour lesquelles la Finlande et la Suède sont aujourd'hui les alliés les plus proches.

Lors d'une visite auprès de la mission d'observation de l'UE à Gori, il a été rappelé à la délégation de l'AAD que l'UE est une puissance indépendante dans la région. Lorsque d'autres organisations internationales font défaut, l'Union européenne peut contribuer à la préservation concrète de la paix au quotidien dans une région contestée. Voilà pourquoi, en tant qu'ancien député européen, je suis fier de représenter l'organisation pacifique et non militaire qu'est l'UE.

Per Gahrton
Verts/ALE, Suède (1995-2004)
per.gahrton@gmail.com

1. La Géorgie, pion du nouvel échiquier mondial, 2010; La Russie est-elle une menace, l'exemple de la Géorgie, 2018
2. International Society for fair Elections and Democracy, Georgian Young Lawyers Association (GYLA): Transparency International, Open Society Georgia Foundation, Charter of Journalistic Ethics, Media Development Foundation, Georgian Trade Unions Confederation, Human Rights Education and Monitoring Centre.
3. Tamar Khulordava, présidente de la commission de l'intégration européenne, Archil Talakvadze, président du Parlement géorgien, Sophie Katsarava, présidente de la commission des relations internationales, David Zalkaliani, ministre géorgien des affaires étrangères.

VISITE D'UNE PRISON GÉORGIENNE

Le 1er octobre, notre délégation a rencontré la ministre géorgienne de la justice, Mme Thea Tsulukiani. Elle est membre du parti Rêve géorgien - Géorgie démocratique, dirigé par le milliardaire Bidzina Ivanichvili. Elle aussi considère l'occupation russe de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud comme le « plus grand défi» auquel est confronté son pays. Selon la ministre, ses principales tâches consistent à réformer le système juridique et à modifier la Constitution. Le ministère public s'est vu octroyer un statut autonome et ne relève plus de l'autorité du ministre de la justice. Les juges sont nommés par le pouvoir judiciaire et non plus par la classe politique. Par ailleurs, le Parlement a adopté un amendement à la Constitution qui simplifie le système électoral et le rend plus équitable. Actuellement, le «système mixte» de listes de partis et de circonscriptions électorales favorise unilatéralement le parti Rêve géorgien. En outre, dès 2024, le président sera élu indirectement et détiendra moins de pouvoirs qu'actuellement.

La ministre est consciente de la mauvaise réputation de son pays en matière de corruption. Elle a mis sur pied une unité spéciale pour combattre sur tous les fronts les pratiques inacceptables. Des avancées importantes ont déjà été réalisées, particulièrement dans les couches les plus basses de la société. Nous avons demandé à la ministre si le président de son parti, M. Ivanichvili, déterminait sa politique, et elle a répondu qu'au cours des sept ans passés à son poste, elle n'avait jamais reçu d'instructions de sa part.

De gauche à droite : Jan Mulder, membre de l'AAD avec Thea Tsulukiani, Ministre de la Justice de Géorgie et Bob van den Bos, membre de l'AAD

Lors de notre entretien, je l'ai interrogée sur la situation dans les prisons. À l'issue de notre rencontre, la ministre m'a demandé si je souhaitais visiter un établissement pénitentiaire. Je n'ai pas hésité une seconde. Vendredi matin, un véhicule du ministère de la justice nous a emmenés, Jan Mulder et moi-même, à la plus grande prison de Tbilissi. La ministre était là en personne pour nous escorter. La prison accueille 3 000 détenus. Nous avons visité la section où sont incarcérés les cas les plus graves, les personnes condamnées à la réclusion à perpétuité. Un projet pilote y était en cours pour permettre aux détenus de travailler 6 heures par jour dans un potager. Sept hommes prenaient part au projet. Ils semblaient contents de pouvoir sortir et nous ont confié que le travail n'était pas trop dur. Des programmes de réinsertion ont été mis en place dans les sections où sont détenues les personnes condamnées à une réclusion temporaire.

Ensuite, Jan Mulder et moi-même nous sommes entretenus avec un prisonnier condamné à 18 ans de détention, entrevue à laquelle la ministre n'a pas assisté. Il a qualifié la situation carcérale de «moyenâgeuse». Les petites cellules sont occupées par six personnes, qui sont enfermées ensemble nuit et jour. Lors de la construction de la prison il y a huit ans, aucune cour n'avait été prévue pour permettre aux détenus de prendre l'air! Les toilettes ne sont pas nettoyées et les douches ne sont autorisées que deux fois par semaine. Cette vie en captivité est inhumaine. Le prisonnier avec lequel nous nous sommes entretenus nous a confié qu'il était innocent. Selon lui, les juges sont corrompus, et il est possible d'éviter les condamnations en payant des sommes élevées, mais lui n'a pas pu le faire, car il n'est pas assez riche. Sa famille lui rend visite une fois par an...

Confrontée à nos constations, la ministre nous a assuré qu'elle mettait tout en œuvre pour réformer les prisons, mais que cela demandait du temps et de l'argent. De nombreuses améliorations ont déjà été réalisées. Auparavant, les prisonniers étaient systématiquement torturés par les gardiens. C'est pourquoi elle est très reconnaissante à l'Union européenne pour son soutien en faveur des réformes de l'appareil judiciaire en Géorgie. «Nous faisons partie de l'Europe.»

Bob van den Bos
ELDR, Pays-Bas (1999-2004)
bobravandenbos@gmail.com

10 ANS DE PARTENARIAT ORIENTAL

Défis futurs dans la région

Le dixième anniversaire du partenariat oriental (PO) est l'occasion de faire le point sur cet exemple de coopération et d'analyser quelle direction à prendre à l'avenir. Grâce à la conclusion d'une série d'accords, le PO a permis de renforcer les relations entre l'UE et l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine. Lors du dîner célébrant le dixième anniversaire du PO, le président Donald Tusk a déclaré: «Cela signifie que 10 ans après, il y a plus d'Arménie, d'Azerbaïdjan, de Biélorussie, de Géorgie, de Moldavie et d'Ukraine dans l'UE, et qu'il y a, à mon avis, plus d'UE dans tous vos pays que jamais. Nous ne sommes pas seulement voisins, nous sommes membres de la même famille européenne». Et chaque famille doit réfléchir à son avenir. C'est la raison pour laquelle je voudrais mettre l'accent sur les défis auxquels ce PO se trouve confronté.

Aussi bien l'UE que les pays du PO recherchent la stabilité et la sécurité. C'est naturel et dans l'intérêt national de chaque pays. La capacité à résoudre des situations conflictuelles comme celles que connaissent la majorité des pays du PO, le Donbass et la Crimée, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, le Haut Karabakh et la Transnistrie, aura une incidence majeure sur l'avenir de la région. Les menaces hybrides et la nécessité de les combattre constituent un défi nouveau, et l'UE dispose d'un certain nombre de possibilités à cet égard, par exemple en associant les pays du PO au centre d'excellence européen pour la lutte contre les menaces hybrides, établi à Helsinki, ou en leur accordant le statut d'observateur au sein de l'Agence de l'UE chargée de la sécurité des réseaux et de l'information (ENISA).

Les attentes divergentes des différents pays du PO constituent une difficulté. La Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine, qui ont conclu des accords d'association avec l'UE, souhaitent que l'intégration se poursuive, or l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Biélorussie ne le veulent pas nécessairement. Les différents pays devront décider de leur position en se prononçant sur une initiative en faveur d'un partenariat «à deux vitesses», connu sous le nom de «Eastern Partnership Plus» (PO renforcé). L'idée est d'envisager la possibilité, pour certains pays du PO, d'adhérer à l'union douanière, à l'union numérique et à l'union de l'énergie, ainsi qu'à l'espace Schengen (sans adhésion à l'UE). L'UE peut accroître l'intégration avec les pays associés en s'inspirant de l'expérience acquise dans le fonctionnement de l'Espace économique européen, de l'union douanière avec la Turquie et de l'accord potentiel entre l'UE et le Royaume Uni. Aucun de ces modèles ne peut s'appliquer directement du fait d'un certain nombre de contraintes. L'UE doit décider si elle souhaite qu'au moins les pays qui s'investissent le plus en matière de coopération dans le cadre du PO deviennent un jour des États membres de l'UE à part entière ou non. Une perspective d'adhésion peut stimuler les réformes et le processus d'adaptation, pour autant qu'elle soit perçue comme une véritable perspective et qu'elle ne soit pas trop éloignée dans le temps.

L'attitude de la Russie à l'égard de cette initiative constitue un problème majeur pour les deux parties du PO. Elle voit le PO comme un moyen d'affaiblir son influence dans la région et, ne le soutient pas. Les possibilités qu'ont l'UE et les pays du PO d'influer sur la position de la Russie et de la modifier sont limitées. Mais, il est plus facile d'approfondir la coopération mutuelle entre les pays les plus étroitement associés à la coopération avec l'UE (la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine). Ils pourraient créer un format similaire à celui du groupe de Visegrad en formant un groupe de pays associés. Cela leur permettrait de s'exprimer d'une seule voix dans leurs relations avec l'UE et de les renforcer politiquement.

Les politiques intérieures des pays du PO varient. Les relations futures avec l'UE dépendront des progrès accomplis dans le domaine des valeurs essentielles de l'UE, telles que l'état de droit, le respect des droits de l'homme et des droits des citoyens, les normes démocratiques, l'indépendance du pouvoir judiciaire, la solidarité et la bonne gouvernance. Les institutions de l'UE pourraient, soutenir les actions visant à réduire les prix de l'itinérance entre les pays du PO et l'UE, ou à accroître le financement du programme Erasmus+.

Filip Kaczmarek
PPE-DE, Pologne (2004-2014)
filip.kaczmarek@ue.poznan.pl

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DE L'UE

Le rapprochement entre la Géorgie et l'Union européenne en vue d'une éventuelle intégration se poursuit. Les discussions entre la Commission européenne et le gouvernement géorgien ont mené à des mesures concrètes et notables dans plusieurs domaines : économie, éducation, sécurité…

Des sommes se comptant en milliards ont été investies, à juste titre, dans des projets de transports en Géorgie. A juste titre car l'emplacement géographique de la Géorgie permet de jouer un rôle important en tant que pays transit entre l'Europe et l'Asie.

Au sujet de l'éducation, en 2015, on compte plus de 2 500 étudiants géorgiens au sein de l'Union européenne grâce au programme Erasmus+. Aussi, une aide technique et financière supplémentaire permettra d'accroître le nombre d'étudiants, d'échanges et de projets scientifiques et universitaires.

Enfin, l'aide apportée à la prévention et à la réaction quant aux catastrophes naturelles à l'instar des incendies de forêts et les inondations est indispensable. La sécurité des citoyens géorgiens, le combat contre la criminalité et l'amélioration de la protection civile sont bien évidemment nécessaires.

Les efforts notables dont a fait preuve le gouvernement géorgien doivent être néanmoins poursuivis voire appuyés considérablement pour une meilleure politique de vie d'une Géorgie au sein de l'Union européenne.

Je pense notamment au développement de l'agriculture. L'Union européenne veut apporter son soutien à la Géorgie pour améliorer ses possibilités d'exportation dans la mesure où l'agriculture géorgienne est encore en voie de développement.

©ENPARD Georgia

Depuis 2013, les coopératives ENPARD renforcent considérablement les agriculteurs géorgiens en deux phases. 24,5 millions entre 2013 et 2017 pour la phase I et 27 millions entre 2016 et 2020 pour la phase II.

De nombreuses visites durant notre voyage d'étude nous ont apporté des éclairages sur l'agriculture en général comme la visite du Tunnel du vin, la cave où reposent 25 000 bouteilles de vin a été creusée dans la roche granitique à flanc du massif montagneux du Caucase. La préservation du vin se fait dans des jarres en sous-sol. Cette production devrait être préservée et encouragée pour développer davantage les commerces géorgiens dans l'Union européenne et dans le monde.

L'exportation des produits agricoles tels que le miel grâce aux fermes collectives pour apiculteurs devrait être améliorée puisque le miel géorgien est distribué dans les pays de l'Union européenne via l'Allemagne.

La visite d'une initiative de développement rural financée par l'Union européenne « Serre de concombre éco-énergétique » nous a intéressée, mais l'utilisation de fongicides pourrait être problématique à long terme quant à la santé des géorgiens.

La visite du parc technologique Géorgie permet d'élaborer des impressions 3D et d'autres maquettes gratuitement pour les startups. Cette entreprise est encouragée par l'Union européenne (financée par le gouvernement) et accueille une pépinière d'entreprises, salle de circuit imprimé, iPhone, gadgets, cartes prototypes… Elles restent six mois sur le site. Des bourses et des subventions sont données aux entreprises qui vendent dans le monde : à l'heure actuelle, il y en a 58.

Les points les plus importants sur lesquels l'Union européenne devra apporter sa plus grande attention sont : l'indépendance des médias, les conditions de travail des salariés, la pauvreté en milieu rural malgré l'aide de l'UE qui n'a pas atteint l'objectif escompté.

Mireille D'Ornano
ELDD, France (2014-2019)
blanchedornano@gmail.com

NOUS AVONS BESOIN DES UNS DES AUTRES

Dans ce monde en constante évolution, la Géorgie doit trouver sa place et sa destinée. D'aucuns diront que sa place, elle l'a déjà trouvée: en Europe. Difficile d'en être sûr toutefois, puisque nombreux sont ceux, même au sein de ma génération, qui considèrent que nous avons toujours fait partie de l'Asie. Dès lors, comment trouver notre place et envisager l'avenir si nous ne pouvons pas nous mettre d'accord sur nos aspirations?

Nos pratiques ressemblent souvent à celles des peuples d'Asie occidentale. Par exemple, nous pardonnons l'infidélité aux hommes, mais nous trouvons que c'est inacceptable pour une femme. Il va de soi que je réfute cette idée avec la plus grande fermeté.

En revanche, il est plus difficile de faire un choix quant à la direction que nous voulons suivre. Situé à la frontière entre deux continents, notre pays est un centre multiculturel, ce qui ne lui permet pas de faire librement des choix en matière de culture, d'orientation ou de pratiques. Aussi, en tant que future journaliste, je veux pouvoir influer sur cette décision et je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour montrer à mes concitoyens la voie que nous souhaitons et devons, oui, devons, emprunter. Je ferai tout pour être celle qui, aux côtés de ceux qui partagent mes idées, emmènera notre pays dans la grande famille que nous espérons rejoindre depuis longtemps: l'Union européenne.

Délégation de l'AAD avec des étudiants de l'Université d'Etat de Tbilissi

Un moment du discours de Robert Goebbels à l'Université d'Etat de Tbilissi

Comme je l'ai mentionné ci-dessus, mon pays natal est un centre multiculturel à la frontière entre deux continents, mais toujours à la recherche de sa destinée ultime. Il nous faut un endroit meilleur, tel que l'Union européenne, pour faire connaître, vendre et offrir au monde notre propre culture. La culture.

Je tiens à insister sur ce terme car il désigne pour moi la musique, le sport, la danse, l'amour, l'hospitalité et les spécialités culinaires. Tout cela nous est propre et mérite d'être présenté au monde. L'unique raison pour laquelle l'Union et le monde entier ont besoin de nous, c'est qu'ils ne seront pas accomplis tant que ce processus n'aura pas abouti.

Je me dois toutefois de souligner un détail important. Nombre de mes amis estiment que la Géorgie ne peut faire concurrence aux sociétés européennes et qu'une entrée dans l'Union européenne entraînerait la fermeture de la plupart de nos entreprises, un passage au second plan de nos danses locales et une perte de notre diversité musicale. Je souhaite répondre à cette négativité en assurant que l'Union européenne, en tant que foyer de la diversité et de l'égalité, ne tente jamais d'anéantir les différentes cultures. Au contraire, l'Union nous apprendra à être compétitifs et à progresser; elle nous donnera les ingrédients clés du succès. Nous sommes des enfants, elle sera notre institutrice; nous sommes des étudiants, elle sera notre professeure. Dès lors, ne l'oublions pas: "Nous apprenons tous. Apprenons les uns des autres et n'en soyons pas honteux."

Nous avons besoin de vous et vous avez besoin de nous!

Erekle Poladishvili
Étudiant de l'Université d'état de Tbilissi
erekle.poladishvili825@sps.tsu.edu.ge

VISITE SOUS LA PRÉSIDENCE UE

UNE SAGA AUTOUR DE L'ÉTAT DE DROIT, DE L'ARGENT ...

Le principe d'inviolabilité de l'État de droit, pierre angulaire des sociétés démocratiques, a été évoqué à de multiples reprises lors du voyage de notre délégation à Helsinki, siège de la présidence finlandaise.
Notre groupe, dirigé par Richard Balfe, était composé de 26 membres représentant au total huit États membres. Nous avons suivi un programme très complet, de très haute tenue et préparé avec soin, notamment par notre ancien collègue Henrik Lax. Au cours de la visite, de nombreux sujets ont été abordés (le changement climatique, la sécurité, le populisme, les migrations, la Russie et le Brexit), qui nous ramenaient à la question de l'État de droit, principale priorité de la présidence finlandaise.
Le secrétaire d'État Matti Anttonen nous a expliqué que les évènements historiques qui ont marqué la Finlande permettent d'expliquer l'importance que revêt l'État de droit dans l'esprit des Finlandais. D'autres intervenants ont mis l'accent sur le caractère vital de l'État de droit pour les plus petits États membres, car il leur permet de survivre et de s'épanouir aux côtés des grandes puissances. La ministre des affaires européennes, Tytti Tuppurainen, a comparé l'État de droit à un magnifique jardin dans lequel de nombreuses fleurs peuvent éclore, et l'absence d'État de droit à une jungle où règne le chaos.
Mais comment faire respecter l'État de droit au sein de l'Union? La réponse est simple: c'est une question d'argent. Au cours d'un dîner-débat très enrichissant avec l'ancien commissaire Erkki Liikanen, l'accent a été mis sur l'importance de l'intégration d'une clause de conditionnalité dans le futur CFP. Aucun responsable politique ne veut expliquer à ses électeurs qu'il est responsable du fait qu'on leur a fermé le robinet des financements.
Cette visite a revêtu une importance particulière pour moi, en tant qu'ancien président de la délégation à la commission parlementaire mixte UE-Finlande puis rapporteur en vue de l'adhésion de la Finlande. J'ai eu le plaisir de revoir de vieux amis et de me replonger dans certains de mes sujets de prédilection. Ancien collègue, coprésident à mes côtés de la commission parlementaire mixte et Premier ministre lors de la présidence finlandaise du Conseil de l'UE en 2006, Matti Vanhanen occupe aujourd'hui le poste de président du parlement finlandais. Au cours d'une discussion sur la montée du populisme, il a fait mention des loups et a expliqué que durant la saison de chasse, il recevait de nombreuses plaintes concernant l'augmentation des attaques mortelles de loups sur des chiens de chasse. La Finlande étant tenue au respect de la directive européenne sur la protection des loups, il était impossible d'agir, mais la population estimait que la Finlande était la plus à même de décider comment régler le problème.
Le populisme s'exprime à travers la voix du parti des Vrais Finlandais, qui caracole actuellement en tête des sondages d'opinion. Malheureusement, nous n'avons pas pu entrer en contact avec ses membres, leur dirigeant n'ayant pas pris part à notre réunion.
Lorsque j'étais rapporteur, j'ai été appelé à m'exprimer devant la Grande commission du parlement finlandais, un organe qui contrôle les activités des ministres et qui les interroge sur leurs activités au sein du Conseil européen.
L'actuelle présidente de la Grande commission, Satu Hassi, qui est l'une de mes anciennes collègues, a expliqué l'importance de cette commission et a affirmé que la lutte contre le changement climatique représente une priorité pour la présidence finlandaise.
La visite du centre d'excellence pour la lutte contre les menaces hybrides, un organisme paritaire composé de représentants de l'Union et de l'OTAN, était fascinante. Ce centre a pour vocation de lutter contre les nouvelles menaces auxquelles notre société est confrontée, telles que le sabotage informatique, l'ingérence dans les élections et les effets du changement climatique.
La délégation a rencontré de jeunes Finlandais lors d'un séminaire sur l'avenir de l'Europe. De nombreux sujets ont été abordés lors des débats, mais j'ai été frappé de constater à quel point ils reflétaient ceux qui ont ponctué la campagne du référendum pour l'adhésion de la Finlande en 1994. Peut-être que la politique n'est faite que de cycles récurrents!
Nous tenons à remercier nos collègues finlandais, MM. Lax et Virrankoski et Mmes Jäätteenmäki et Thors pour leur disponibilité, ainsi que notre secrétariat pour les efforts qu'il a fourni.

Gary Titley
PSE, Royaume-Uni (1989-2009)
g.titley@ntlworld.com

LA POLITIQUE DE L'UE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE

L'avenir de la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne a été l'un des sujets abordés lors de la visite de la délégation d'anciens députés du Parlement européen en Finlande. La visite du centre européen de lutte contre les menaces hybrides a donné lieu à des échanges particulièrement intéressants, tout comme le point de vue de la Finlande, pays neutre, sur les questions de sécurité. La question du Brexit et de ses conséquences sur la politique européenne commune en matière de sécurité et de défense a également été étudiée.

Dans le contexte actuel d'incertitude, il s'agit d'analyser objectivement les implications concrètes du Brexit. Tout d'abord, ce sont presque 20% de performances économiques en moins pour l'Union européenne. Clairement, nous ne sommes désormais plus le plus grand marché au monde, mais le deuxième. Cela amoindrit notre capacité à négocier sur un pied d'égalité avec les États-Unis.

La Manche redevient une frontière douanière comme par le passé, ce qui implique des lourdeurs bureaucratiques, désagréables pour l'Union européenne, mais plus encore pour les Britanniques. Des négociations très difficiles nous attendent également en ce qui concerne la libre circulation des travailleurs et le futur accès de la Grande-Bretagne au marché intérieur européen.

Un moment lors de la visite au centre d'excellence pour la lutte contre les menaces hybrides

Ces aspects économiques ne sont toutefois pas ce qui importe le plus. Car une des conséquences les plus sérieuses à long terme, c'est que le poids relatif des différents États membres au sein de l'Union européenne va évoluer. L'Allemagne se voit encore davantage poussée vers un rôle de chef de file qu'elle n'a pas choisi et qu'elle ne peut pas assumer seule. C'est la raison pour laquelle la coopération franco-allemande va revêtir une plus grande importance encore. Elle ne doit cependant pas se transformer en comité de direction, mais doit aussi faire participer les petits pays et les pays de taille moyenne. Le nouveau système de vote du Conseil fournit une bonne base à cette fin, étant donné qu'il prend en considération aussi bien les grands que les petits pays, chacun à sa juste mesure.

Nous devons profiter de la situation engendrée par le départ de l'Angleterre pour réfléchir à nouveau en profondeur à la forme que nous voulons donner à cette future Union à 27. Nous devons nous concentrer plus que par le passé sur les domaines où une action commune apporte des avantages clairs: le marché intérieur, la monnaie unique et la politique étrangère et de défense commune.

C'est pourquoi il est nécessaire que l'Union à 27 devienne aussi une Europe de la sécurité commune. Les propositions de Michel Barnier et de Federica Mogherini relatives aux prochaines étapes sur cette voie sont sur la table. Il convient également de noter qu'Ursula von der Leyen a demandé que l'union économique et monétaire s'étoffe d'une union de la défense.

Ce dont nous avons besoin désormais, c'est un projet concret, qui puisse également constituer un symbole. Ne sous-estimons pas la force des symboles. Lors de la réalisation du marché intérieur, c'étaient les barrières frontalières, qui représentaient l'ouverture des frontières à l'intérieur de l'Union et des frontières communes vers l'extérieur. Pour la monnaie unique, ce sont les pièces en euros que chacun a dans sa poche et qui portent d'un côté un symbole européen et de l'autre des symboles de nos nations européennes.

En matière de politique européenne de sécurité et de défense, je ne peux actuellement penser à un symbole plus fort que l'Eurocorps. C'est pourquoi j'ai proposé de placer l'Eurocorps au centre de la politique européenne de sécurité et de défense. Notre objectif concret à court terme devrait être d'en faire un instrument efficace de la défense européenne.

Ce qui est toutefois préoccupant dans le contexte actuel, c'est le fait que ces dernières années, les institutions européennes ont perdu de leur importance. Or, l'Europe ne sera forte que si elle peut s'appuyer sur des institutions fortes.

Karl von Wogau
PPE, Allemagne (1979-2009)
kwogau@aol.com

COOPÉRATION AVEC L'IUE

CFP ET POLITIQUES EUROPÉENNES 2021-2027

L'Union en route vers 2030.

À l'Institut universitaire européen de Florence, le Centre de recherche Robert Schuman (RSCAS) a une nouvelle fois prouvé qu'il était capable d'être véritablement en lien avec la réalité politique, tout en offrant des pistes de réflexion intéressantes sur des thèmes concrets qui figurent tous en bonne place de l'ordre du jour des institutions européennes.
En invitant les participants, les coordinateurs scientifiques (Brigid Laffan, directrice du RSCAS et le professeur Alfredo De Feo) sont parvenus à un équilibre parfait entre universitaires et fonctionnaires européens. Ont notamment participé un ancien ministre des finances, ainsi que des représentants de la Banque centrale européenne et de la Banque européenne d'investissement.
Témoignant d'une attention toute particulière à l'AAD, le RSCAS a invité cinq anciens députés à participer aux débats: Monica Baldi, Reimer Böge, Elmar Brok, Ivailo Kalfin et Alain Lamassoure.
Il est important de souligner que cet atelier a été organisé au moment opportun, en cette période cruciale pour l'avenir du projet européen.
La nouvelle Commission et le nouveau Parlement viennent de prendre leurs fonctions, et il faut rappeler que l'établissement des priorités financières et politiques pour l'après-2020 constitue l'un des principaux défis auxquels les institutions européennes et les gouvernements des États membres devront faire face.
Le cadre financier pluriannuel n'est pas un simple document financier,

Un moment du séminaire ©IUE

mais une sorte de grand réceptacle qui regroupe plusieurs politiques européennes ayant une incidence financière. La Commission sortante a laissé un certain nombre de propositions législatives en héritage pour l'après-2021. Au fil des débats, certains ont défendu l'idée qu'il aurait été possible de présenter des propositions législatives plus ambitieuses, tandis que d'autres ont soutenu l'approche plus progressive adoptée par la Commission.
Les décisions seront prises conjointement par le Conseil et par le nouveau Parlement européen, sachant que la Commission von der Leyen jouera le rôle d'intermédiaire de confiance, tout en cherchant à défendre son programme politique.
La dernière étape des négociations sur le cadre financier pluriannuel représente une occasion unique pour la Commission d'apposer sa marque sur les cinq années de son mandat à venir.
Après deux jours de débats intenses, des propositions ont été formulées pour renforcer le processus d'intégration sans augmenter nécessairement la charge pesant sur les finances publiques, en renforçant les instruments financiers et en développant les partenariats public-privé.
Avant la tenue de la table ronde finale, qui a permis de dégager un certain nombre d'enseignements et de perspectives, plusieurs sujets avaient fait l'objet de discussions: le choix d'une approche ambitieuse ou plus progressive; les migrations, les questions de sécurité et de défense, la politique de voisinage; la cohésion, les valeurs et les ressources naturelles; les ressources financières et l'Union économique et monétaire; l'innovation et les investissements.
Les organisateurs ont annoncé la publication d'actes qui résumeront les débats ayant eu lieu durant le séminaire.
Je suis convaincue que cette initiative avisée peut nourrir la réflexion sur les défis auxquels nous allons devoir faire face. C'est également une source d'inspiration pour tous ceux qui s'intéressent au renouvellement des politiques européennes en tant que moyen de relancer le projet européen.

Monica Baldi
PPE-DE, Italie (1994-1999)
baldi.monica@email.it

PROGRAMME PE AU CAMPUS

DISCUSSIONS ORGANISÉES À CLUJ

L'université Babes-Bolyai (UBB de Cluj-Napoca) est l'une des plus grandes universités de Roumanie. Près de 41 000 étudiants y sont inscrits, ce qui fait de Cluj une ville florissante et jeune. Cette université, connue généralement sous l'acronyme «UBB», travaille étroitement avec le Parlement européen et l'Association des anciens députés au Parlement européen (AAD). J'ai été invité à donner trois conférences les 16, 17 et 18 avril 2019 dans le cadre de notre programme commun. Mon invitation précédant de peu les élections européennes, il me semblait tout indiqué d'évoquer principalement les possibilités et les risques associés à ces élections.

J'ai d'abord été quelque peu surpris d'être invité à donner trois longues conférences sur trois sujets différents, mais la présence de jeunes étudiants en si grand nombre (entre 40 et 60 à chaque fois) et l'accueil chaleureux des professeurs-assistants ont permis de rendre la tâche plutôt aisée. Le titre de ma première conférence était «De l'importance des élections européennes». J'ai articulé mes propos autour de l'importance du Parlement européen en tant qu'organe de l'Union européenne qui représente les citoyens européens et ai expliqué le rôle qu'il joue dans le processus décisionnel de l'Union. À l'issue de la conférence, les étudiants m'ont posé de nombreuses questions sur le danger du populisme et les chances des forces pro-européennes et celles des eurosceptiques. Découvrir que tous les étudiants étaient pro-européens, mais aussi les entendre condamner les tendances nationalistes extrémistes présentes en Roumanie et partout en Europe a été tout à fait édifiant. Bien sûr, en tant qu'ancien député hongrois au Parlement européen, on m'a également posé des questions sur l'influence exercée par Viktor Orbán. J'ai essayé de répondre correctement. La conférence suivante sur «La démocratie sans libéralisme – lutter contre le populisme dans l'Union européenne» s'inscrivait dans la droite ligne de la première. Je me suis efforcé de souligner que nous sommes en mesure de lutter contre les tendances illibérales, mais que nous n'y parviendrons pas sans nous appuyer sur une politique sociale équitable et solide. Le populisme tire ses racines principalement de la peur généralisée de la pauvreté et de l'incertitude socio économique, mais aussi de ce sentiment d'avoir été mis de côté par les partis politiques traditionnels. Il ne suffit pas de condamner le populisme: nous devons aussi lutter pour une Europe sociale. Certains étudiants ont toutefois défendu le capitalisme et condamné les tendances socialistes de toutes sortes. Nous avons eu un échange convivial sur le rôle que les États membres et la Communauté européenne doivent jouer pour concilier liberté économique et justice sociale.

Gyula Hegyi avec des étudiants de l'Université Babes-Bolyai

Le troisième jour, j'ai animé un atelier sur «Les perspectives de carrière offertes par les études européennes». Compte tenu de l'importance du sujet, j'ai présenté quelques diapositives pour montrer aux étudiants tous les sites internet qui fournissent des informations sur les différents programmes de stages, bourses d'études, possibilités de bénévolat, etc., en rapport avec l'Union européenne. J'ai également parlé du rôle des assistants parlementaires et du programme de stage propre à l'AAD. Les étudiants m'ont donné l'impression d'être réellement intéressés par la possibilité de participer à l'un de ces programmes pour compléter leur diplôme d'études européennes.

J'ai également rencontré Mihaela Lutas, professeure et vice-rectrice de l'UBB, avec laquelle nous sommes tombés d'accord pour dire que nos programmes communs revêtaient une importance capitale. Je la remercie de son hospitalité. Nous avons convenu de poursuivre le partenariat entre l'AAD et l'UBB.

Gyula Hegyi
PSE, Hongrie (2004-2009)
gyulahegyi4@gmail.com

NOUVEAUX MEMBRES

María Teresa GIMÉNEZ BARBAT
(Espagne, 2015-2019, ALDE)

Maria Teresa Giménez Barbat a été membre du Parlement européen de 2015 à 2019. Tout au long de son mandat au Parlement, elle a été vice-présidente de la Délégation pour les relations avec les pays du Maghreb et l'Union du Maghreb arabe et membre de la Commission de la culture et de l'éducation (CULT) et de la Délégation à l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée.

Marie-Christine VERGIAT
(France, 2009-2019, GUE/NGL)

Marie-Christine Vergiat a été membre du Parlement européen de 2009 à 2019. Tout au long de son mandat au Parlement, elle a été membre de la Commission de la culture et de l'éducation, de la Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE) et de la Délégation pour les relations avec le Parlement panafricain.

Iveta GRIGULE-PETERSE
(Lettonie, 2014, EFDD, 2015-2019, ALDE)

Iveta Grigule-Peterse a été membre du Parlement européen de 2015 à 2019. Tout au long de son mandat au Parlement, elle a été présidente de la Délégation aux commissions de coopération parlementaire UE-Kazakhstan, UE-Kirghizstan, UE-Ouzbékistan et UE-Tadjikistan, et pour les relations avec le Turkménistan et la Mongolie et membre de la Commission des affaires étrangères (AFET), de la Sous-commission "sécurité et défense" (SEDE), de la Délégation aux commissions de coopération parlementaire UE-Kazakhstan, UE-Kirghizstan, UE-Ouzbékistan et UE-Tadjikistan, et pour les relations avec le Turkménistan et la Mongolie, de la Délégation pour les relations avec la Biélorussie, de la Délégation pour les relations avec Israël, de la Délégation pour les relations avec la péninsule arabique, de la Délégation pour les relations avec les États-Unis, de la Délégation à l'Assemblée parlementaire Euronest et de la Conférence des présidents des délégations.

Liliana RODRIGUES
(Portugal, 2014-2019, S&D)

Liliana Rodrigues a été membre du Parlement européen de 2014 à 2019. Tout au long de son mandat au Parlement, elle a été membre de la Commission du développement régional (REGI), de la Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres (FEMM), de la Délégation pour les relations avec les pays du Machrek et de la Délégation à l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée.

DÉPÊCHES

ACTIVITÉS

mars 2020

VISITE EN CROATIE
Plus d'informations vous seront envoyées par email.

5 mai 2020

EPRS SÉMINAIRE D'INFORMATION
De 15h30 à 17h15. Parliament européen à Bruxelles.

5 mai 2020

SERVICE COMMÉMORATIF ANNUEL
Les membres et anciens MdPE commémoreront leurs collègues qui sont décédés en 2019-2020. De 17h45 à 18h15. Espace Yehudi Menuhin Parlement européen à Bruxelles.

5 mai 2020

COCKTAIL ET DÎNER DÉBAT
À 18h30 au Restaurant des membres du Parlement européen à Bruxelles.

6 mai 2020

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET DÉJEUNER ANNUEL
À 10h00, suivi du déjeuner annuel à 13h00.

NOUVELLES PUBLICATIONS

'Les partis verts, l'avenir vert. Des groupes locaux à l'international' par Per Gahrton, publié par Pluto Press, 256 pages, £21.99.
Disponible sur Amazon.

FÉLICITATIONS

Lors de la session plénière de novembre 2019, le Parlement européen a voté sur la nomination d'Ursula von der Leyen à la présidence de la Commission et des nouveaux commissaires.
Les députés ont approuvé le nouveau Collège des commissaires avec 461 voix pour, 157 contre et 89 abstentions.

SPONSORS

L'AAD tient à remercier pour sa généreuse contribution à CANDRIAM et KBC

CANDRIAM INVESTORS GROUP A NEW YORK LIFE COMPANY

KBC Brussels

Pour le parrainage du programme «PE au Campus».

IN MEMORIAM JACQUES CHIRAC
† 26 SEPTEMBRE 2019

Jacques Chirac a été un President de la République Française particulièrement engagé pour l'Europe à l'image de ses différents prédécesseurs. Son passage au Parlement européen a été à la source de son profond respect pour la démocratie européenne. Je me souviens d'une visite au Parlement européen au lendemain de son élection en 1995 où la reprise des essais nucléaires avaient conduit à une séance agitée, il posait la question dans l'avion du retour: «Quel autre continent peut afficher un tel degré de démocratie ?»
La valeur centrale de son engagement européen était probablement l'indépendance. L'Europe devait être le levier dont nos idées avaient et ont toujours besoin pour exister dans ce monde caractérisé par le retour des grandes puissances. Il ne voulait pas d'une Europe alignée. Il a montré sa détermination face au Président des États Unis à propos de la guerre en Irak. C'était un leader pour la Paix. Il était attaché à des relations de confiance avec la Russie mais aussi avec la Chine. Sa passion pour les vieilles civilisations a développé son grand intérêt pour l'Asie. Jacques Chirac a toujours fait preuve de respect vis à vis de chacune des nations européennes meme s'il accordait une importance spécifique à la relation franco-allemande et à son amitié avec Gérart Schroeder.
Il a souffert du déclin progressif et régulier, de l'ambition européenne des Français. Dans une situation internationale tendue il se réjouissait du sursaut de l'idée européenne constaté dans la période plus récente.
Jacques Chirac pensait l'avenir de l'Europe au sein du grand continent Euro-Africain. Là aussi il faisait du respect réciproque la source de notre avenir commun.
J'ai été 5 ans son Ministre dont trois ans son Premier Ministre j'ai appris à aimé cet homme généreux, attentif aux autres et profondément concerné par l'avenir de l'humanité et de notre maison commune, la planète.
Ce fut pour moi un moment de justice populaire quand j'ai vu, le dernier week-end de septembre, le peuple de France rendre hommage avec affection à son ancien Président. Juste retour des choses.

> *"La construction de l'Europe est un art. C'est l'art du possible."*
>
> Jacques Chirac

©Shutterstock

Jean-Pierre Raffarin
France
ELDR (1989-1994)
PPE (1994-1995)
amperrier@wanadoo.fr

† 29 août 2019
María Dolores RENAU I MANÉN
S&D, Espagne (1986-1987)

Elle a été député espagnole au Parlement européen de 1986 à 1987.

Au niveau national, elle a représenté 'Partido Socialista Obrero Español'.

† 31 août 2019
Ivica TOLIC
PPE-DE, Croatie (2016-2019)

Il a été député croate au Parlement européen de 2016 à 2019.

Au niveau national, il a représenté 'Hrvatska demokratska zajednica'.

† 31 août 2019
Zbigniew ZALESKI
PPE, Pologne (2004-2014)

Il a été député polonais au Parlement européen de 2004 à 2014.

Au niveau national, il a représenté 'Platforma Obywatelska'.

† 1 septembre 2019
Edouard des PLACES
ENL, France (1994-1999)

Il a été député français au Parlement européen de 1994 à 1999.

Au niveau national, il a représenté 'Rassemblement pour la République'.

† 9 septembre 2019
Lissy GRÖNER
S&D, Allemagne (1989-2009)

Elle a été député allemande au Parlement européen de 1989 à 2009.

Au niveau national, elle a représenté 'Sozialdemokratische Partei Deutschlands'.

† 5 octobre 2019
Francisco OLIVA GARCIA
S&D, Espagne (1986-1990)

Il a été député espagnol au Parlement européen de 1986 à 1990.

Au niveau national, il a représenté 'Partido Socialista Obrero Español'.

† 16 octobre 2019
Luigi CALIGARIS
Italie , FE(1994-1995), GUE/NGL (1995-1997), NI (1997), ELDR (1997-1999)

Il a été député italien au Parlement européen de 1994 à 1999.

Au niveau national, il a représenté 'Forza Italia'.

† 23 octobre 2019
Jannis SAKELLARIOU
S&D, Allemagne (1984-2004)

Il a été député allemand au Parlement européen de 1984 à 2004.

Au niveau national, il a représenté 'Sozialdemokratische Partei Deutschlands'.

† 27 octobre 2019
Eugenio MELANDRI
Verts, Italie (1989-1994)

Il a été député italien au Parlement européen de 1989 à 1994.

Au niveau national, il a représenté 'Democrazia proletaria'.

† 6 novembre 2019
Bernardo BAYONA AZNAR
S&D, Espagne (1986-1987)

Il a été député espagnol au Parlement européen de 1986 à 1987.

Au niveau national, il a représenté 'Partido Socialista Obrero Español'.